



Local energy,
positive impact

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 DÉCEMBRE 2024



Les solutions énergétiques de FDE en production et en prospection



ÉLECTRICITÉ



CHALEUR



GAZ

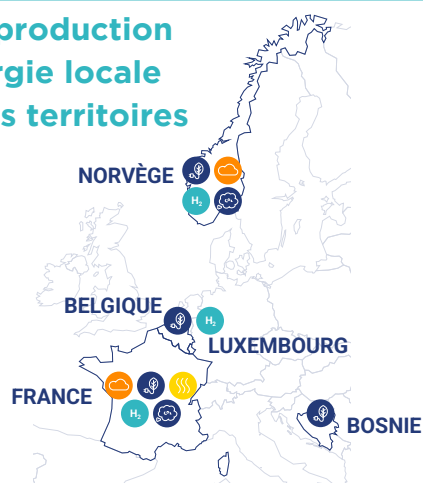


HYDROGÈNE



CO2

De la production d'énergie locale sur nos territoires



Le groupe en quelques chiffres



**22,5 MW DE CAPACITÉ
DE COGÉNÉRATIONS
INSTALLÉES SUR S1 2025**

EBITDA

S1 2025 **6,5 M€**



**PLUS DE 3,5 MILLIONS DE
TONNES DE CO2 ÉVITÉES
PAR AN SUR S1 2025 ⁽¹⁾**

Résultat opérationnel

S1 2025 **4,5 M€**



**12,2 M€ DE CHIFFRE
D'AFFAIRES S1 2025**

Résultat net⁽²⁾

S1 2025 **1,8 M€**

**INVESTISSEMENTS
BRUTS**

10,2 M€

**CAPITAUX
PROPRES⁽²⁾**

83,1 M€

**TRÉSORERIE
DISPONIBLE**

49,6 M€

**RATIO
D'ENDETTEMENT NET**

55%

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ	4
2. CHIFFRES CLÉS PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2025	5
3. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	12
ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTRÔLE AU 31 DÉCEMBRE 2024	16



1. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ

1.1. Producteur d'énergie bas carbone

Acteur européen de la transition énergétique, La Française de l'Energie S.A. (dénommée ci-après « FDE » ou le « Groupe ») est un **producteur et fournisseur d'énergie** spécialisé dans la valorisation des ressources énergétiques en circuits courts et le développement de solutions bas-carbone. FDE produit du **gaz**, de **l'électricité issue de la récupération de gaz de mine et de centrales photovoltaïques**, de la chaleur et de l'hydrogène (H₂) contribuant ainsi à la réduction des émissions de méthane et de CO₂ et à l'indépendance énergétique des territoires.

L'activité principale de FDE repose sur la **production et la vente d'énergie bas carbone** issue de ses sites de production en France, en Belgique, en Bosnie et en Norvège. L'énergie produite est commercialisée auprès d'opérateurs financièrement solides, du secteur public, de l'industrie et d'autres énergéticiens sur des durées allant de quelques mois à 22 ans pour le contrat le plus long.

En parallèle, FDE développe des **projets d'exploration et de production d'hydrogène naturel** visant à accélérer la transition vers une économie zéro carbone. Le Groupe s'appuie sur une expertise forte en **développement, ingénierie, exploitation et gestion d'actifs énergétiques**, lui permettant d'optimiser la valorisation des ressources locales en utilisant les infrastructures existantes.

FDE se distingue par son **modèle innovant et intégré**, associant production d'énergie, capture et valorisation du CO₂ et solutions énergétiques sur-mesure. Grâce à cette stratégie, le Groupe **offre une énergie compétitive et durable**, tout en contribuant activement aux objectifs climatiques européens et à la réindustrialisation bas-carbone des territoires.

Inscrite dans sa démarche de responsabilité sociétale et environnementale, c'est la mission que développe FDE afin de créer **de la valeur pour ses actionnaires dans le respect des parties prenantes aux projets développés par le Groupe**.

1.2. Le modèle d'affaires de FDE

Depuis plus d'une décennie, FDE a développé un modèle économique unique, axé sur la production d'énergie bas carbone à partir des ressources locales (gaz de mine, gaz de charbon, solaire, H₂...).

FDE a développé un business model intégré d'opérateur d'énergies bas carbone qui se décompose en 4 axes principaux :

Développer : FDE utilise **l'expertise locale et industrielle** pour identifier **les projets prometteurs** dans les régions où il opère, grâce à des facteurs clés tels que les terrains, les permis, la capacité du réseau et les options d'exploitation à proximité. Les investissements de la première phase sont réalisés en collaboration avec des **acteurs locaux solides**.

Construire et financer : FDE utilise une **technologie prouvée** et une **approche standardisée et industrialisée** pour un **déploiement à grande échelle** pour un délai de mise sur le marché de 15 mois à partir de la construction. Le Groupe finance ses investissements via un mix intégrant les subventions disponibles, des fonds propres, du financement bancaire et du financement obligataire afin d'atteindre un **taux d'endettement cible atteignant entre 75% et 90% par projet**.

Propriété : FDE détient ses actifs à long terme afin de s'assurer de flux de trésorerie récurrents,

mais peut conclure des **partenariats stratégiques** et permettre des investissements conjoints avec des actionnaires sélectionnés.

Exploiter et optimiser : FDE gère l'**exploitation et la maintenance** de ses actifs afin de tirer parti de son expertise sur la **gestion opérationnelle et les coûts**. Le Groupe gère également les **contrats d'achat et de vente** et a accès à **plusieurs marchés de l'énergie** pour la couverture de prix.

Le savoir-faire acquis dans l'exploitation de ces ressources permet de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser la création de valeur durable des sites de production. Cette expertise contribue à l'intérêt commun de FDE, de ses clients, partenaires, actionnaires et de l'ensemble des parties prenantes internes et externes du Groupe.

La maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'exploration à la production et à la distribution, permet au Groupe de proposer une énergie compétitive et d'apporter à ses clients une gamme de solutions adaptées à leurs besoins.

Ce positionnement constitue un avantage concurrentiel déterminant pour maximiser la création de valeur pour les actionnaires de FDE.

2. CHIFFRES CLÉS PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2025

2.1. Chiffre d'affaires

Sur le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Groupe a réalisé **un chiffre d'affaires de 12,2 M€**. Ce chiffre d'affaires n'inclut pas celui généré par l'entité Drin Energija (détenant Petjnik, une ferme solaire d'une capacité installée de 45MW en opération en Bosnie), sur laquelle FDE ne détient pas le contrôle selon IFRS 10. L'évolution envisagée de la gouvernance et du capital devrait permettre à FDE d'avoir le contrôle et, par conséquent, de consolider cette entité en utilisant la méthode de l'intégration globale. Si les conditions avaient été satisfaites au 31 décembre 2024 pour consolider Drin Energija par le biais de l'intégration globale, **le chiffre d'affaires consolidé aurait été de 15,5 M€**.

Évolution des ventes entre les premiers semestres 2024 et 2025 :

Décomposition du chiffre d'affaires	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Ventes de gaz - France	3 122 314	3 654 823
Ventes d'électricité verte - France	4 117 861	8 261 903
Ventes de chaleur - France	209 557	197 646
Ventes d'électricité verte - Belgique	2 922 604	4 807 457
Ventes Cryo Pur	8 000	473 643
Ventes Greenstat	1 817 116	0
Chiffre d'affaires annuel	12 197 452	17 395 472

Sur les premiers 6 mois de l'exercice 2025, **l'activité de production de gaz affiche un chiffre d'affaires 3,1 M€**, l'injection de gaz dans le réseau de transport de NaTran (ex-GRTgaz) ayant **repris fin octobre 2024**, après une longue indisponibilité. Le Groupe poursuit par ailleurs des démarches juridiques afin d'obtenir réparation des pertes engendrées par la non-disponibilité du réseau depuis 2019.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2025 associé à la **production d'électricité (hors**

Greenstat) s'élève à 7,0 M€, dans un contexte de prix de l'énergie normalisé par rapport à l'année passée. Une gestion proactive du portefeuille a néanmoins permis de sécuriser une part significative de la production pour l'année en cours à des prix compétitifs, garantissant ainsi la croissance de notre chiffre d'affaires.

Les **revenus issus de la vente de chaleur**, liés au projet de Béthune et à la centrale solaire thermique à Creutzwald, s'élèvent à **210 K€** sur ce semestre.

La **contribution de Cryo Pur** est limitée sur ces 6 premiers mois de l'exercice 2025, en raison de l'interruption des contrats de maintenance des installations en Irlande et en Norvège, en attente de la mise en service de nouveaux sites de production de Gaz Naturel Renouvelable (GNR) et Bio-CO₂ en Norvège.

Les revenus associés à **Greenstat en Norvège** sur les 6 premiers mois de l'exercice 2025 **s'élèvent à 1,8 M€** et comprennent principalement les travaux de construction liés aux **projets de centrales photovoltaïques norvégiens** et notamment **la construction d'une des plus grosses centrales solaires en toiture de Norvège (2,3 MW) pour contribuer à la décarbonation d'un datacenter**.

Reconnu seulement en intégration globale, la production solaire sur le site de **Petjnik en Bosnie** a généré **3,3 M€ de revenus** sur ce semestre.

2.2. EBITDA et résultat opérationnel

Malgré une restriction des ventes de gaz en raison de l'indisponibilité du réseau de transport dans un environnement de prix de marché normalisé, l'EBITDA s'établit à **6,5 M€** au S1 2025 (S1 2024 : 10,8 M€), avec une **marge d'EBITDA de 53%**, ou 63% hors Greenstat et hors retraitement IFRS des actions gratuites (S1 2024 : 62%), ce qui reste supérieur aux objectifs du Groupe.

Dans un contexte inflationniste, cette performance s'explique par la **maîtrise continue des coûts du Groupe** avec des **charges administratives** (hors intégration de Greenstat et hors comptabilisation des actions gratuites en IFRS) à 4,1 M€.

L'intégration de Greenstat se traduit par 1,9 M€ de coûts additionnels et notamment de charges de personnel et honoraires, actuellement en cours de rationalisation. À noter l'addition de 12 employés Greenstat au 31 décembre 2024.

À noter que la valorisation du Crédit Impôt Recherche et Innovation au titre de l'année civile 2024 est inclus en produits opérationnels pour un montant total de 730 K€.

Au 31 décembre 2024, les Autres produits / (charges) sont constitués essentiellement de **la valorisation à la juste valeur des positions ouvertes de couverture de prix de l'énergie pour les 18 prochains mois au 31 décembre 2024 pour 1,4 M€** dans le cadre de l'optimisation du prix de vente de la production associée aux actifs du Groupe, auprès d'Engie dans le cadre de l'ISDA signé entre les parties.

La contribution de la ferme solaire de 45 MW à Petjnik en Bosnie ressort à ce stade à **1,6 M€ dans l'EBITDA Groupe** sur ce semestre (quote-part opérationnelle dans le résultat des entreprises associées).

Le **Résultat opérationnel** représente 4,5 M€, soit 37% du chiffre d'affaires (S1 2024 : 52%).

2.3. Investissements

Durant le premier semestre 2025, FDE a continué sa politique d'investissements avec **plus de 10 M€ investis**, renforçant son positionnement unique grâce au déploiement de solutions énergétiques locales bas carbone en France, et notamment les dépenses associées aux cogénérations supplémentaires qui seront installées sur 2025 (près de 2,5 M€ d'investissements sur le semestre) et à la construction de la nouvelle unité de production de GNR de 100 GWh par an à Stavanger (5,3 M€ d'investissements sur le semestre) pour une mise en production prévue en 2026.

FDE termine par ailleurs l'installation d'une nouvelle centrale photovoltaïque de 5 MW à Engene en Norvège, la mise en service devant se dérouler durant Q3 2025.

2.4. Trésorerie et financement

La trésorerie nette du Groupe au 31 décembre 2024 atteint **49,6 M€**, en amélioration de **2,0 M€** par rapport au 30 juin 2024.

Cette amélioration s'explique par une activité opérationnelle soutenue par la levée de financements supplémentaires pour plus de 17 M€, permettant le maintien d'une politique active d'investissements sur la période.

Les flux liés aux activités opérationnelles du Groupe ont été positifs sur l'exercice, avec un cash-flow d'exploitation de **2,5 M€**, contre 7,8 M€ au S1 2024. Celui-ci a été impacté par un marché des prix de l'énergie normalisé, ainsi que l'entrée en périmètre de Greenstat affectant temporairement les besoins de trésorerie.

Les flux liés aux investissements ont été négatifs à **9,9 M€** (versus -4,4 M€ au 31 décembre 2023). Ces flux confirment la croissance du Groupe, avec notamment les travaux pour l'extension du parc de cogénérations en France, ainsi que le développement de l'activité de GNR en Norvège.

Les flux de trésorerie de financement sont positifs de **10,7 M€** supplémentaires par rapport à -6,3 M€ sur le premier semestre 2024. Le Groupe ayant bénéficié du tirage de 10 M€ additionnel sur l'obligation verte pour le développement de son portefeuille d'énergie bas carbone, souscrite par Edmond de Rothschild Asset Management (EDRAM) et du nouveau prêt « PACT Trajectoire ESG » de 7 M€ d'Arkéa, prêt corporate au niveau de FDE confirmant la solidité financière de la holding.

Au 31 décembre 2024, FDE affiche ainsi une dette financière nette de 45,4 M€ (comparée à 33,5 M€ au S1 24), un ratio Dette Nette/EBITDA de 2,95x et un **endettement net sur fonds propres conservateur à près de 55%**.

Le support des institutions financières permet ainsi d'accélérer le développement du Groupe, et prouve la pertinence du modèle de FDE reposant sur des solutions énergétiques à forts impacts environnementaux, économiques et sociaux sur ses territoires, tout en permettant au Groupe de limiter l'utilisation de ses fonds propres et **maintenir un coût du capital bas**.

2.5. Engagements RSE et impacts extra-financiers

FDE est désormais implantée sur différents territoires, en France, Belgique, Luxembourg, Norvège et Bosnie-Herzégovine. L'objectif pour les années à venir reste de se renforcer à l'international, en proposant des solutions énergétiques bas carbone, déployables rapidement.

FDE mène ses activités d'une manière écologiquement, économiquement et socialement

durable, en toute circonstance.

Dans sa politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise (« RSE ») continuellement renforcée, FDE, ses employés et ses partenaires, s'engagent à adopter une attitude commerciale caractérisée par l'intégrité et le respect de la loi.

Outre la protection de l'environnement, cet engagement comprend également le respect et le soutien de la Déclaration universelle des droits de l'homme telle qu'adoptée par les Nations Unies, les normes du travail telles qu'établies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption, la fraude ou le blanchiment d'argent, la protection des données et de la propriété intellectuelle, le respect de toutes les lois et réglementations pertinentes et la bonne citoyenneté d'entreprise en général.

Les différentes activités de FDE sont au cœur de la transition écologique et absolument critiques à développer pour **atteindre les objectifs 2050 de neutralité carbone** sur lesquels l'Union Européenne et ses différents membres se sont engagés. C'est sur cet ensemble de solutions complémentaires que FDE concentre ses efforts afin de continuer de renforcer la résilience des territoires concernés par son activité tout en réduisant l'empreinte carbone de l'énergie utilisée dans ces régions.

Enfin, suite à différents workshops réalisés avec les parties prenantes, FDE a formalisé des engagements RSE comprenant notamment des objectifs quantifiés sur des trajectoires pluriannuelles à court et moyen terme sur le volet de l'atténuation au changement climatique, à savoir le total des émissions évitées au cours de l'année. Cette stratégie de transition climatique a été adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires de FDE du 18 décembre 2024.

Par ailleurs, l'ensemble des activités de FDE en production ou cours de développement (gaz de mine, gaz de charbon, solaire, solaire thermique, GNR, Bio-CO₂, hydrogène et séquestration du CO₂) font partie de la taxonomie européenne qui désigne la classification européenne des activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement. Son objectif est d'orienter les investissements vers les activités "vertes" nécessaires pour atteindre l'objectif climatique européen de neutralité carbone à horizon 2050.

2.5.1. FDE et les Objectifs du Développement Durable

Tout en soutenant l'ensemble des 17 « Objectifs de Développement Durable » (ODD), tels que définis en septembre 2015 par les Nations Unies pour la période 2015-2030, FDE contribue principalement aux objectifs liés à ses propres domaines de compétence et plus spécifiquement les objectifs suivants :

ODD# 7 – Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable



FDE contribue à cet objectif qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, en mettant en œuvre des initiatives concrètes. Ainsi, grâce au projet de chauffage de Béthune, les ménages bénéficient d'une énergie verte tout en réduisant leur facture énergétique annuelle de 400 € par foyer.

ODD# 9 – Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation



FDE contribue à cet objectif de bâtir une infrastructure résiliente et durable en favorisant des solutions alliant performance économique et respect de l'environnement. Un exemple concret de cette contribution est le développement d'un système innovant permettant de transformer le biogaz et le CO₂ en GNR et en Bio-CO₂, pour lequel FDE détient une famille de 8 brevets internationaux.

ODD# 11 – Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables



FDE contribue à cet objectif qui vise à rendre les villes et établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables. Les circuits courts et une intégration locale réussie sont des éléments clés pour le développement des projets du Groupe. Actuellement, la totalité de sa production et de sa distribution d'énergie est locale, favorisant ainsi l'emploi local, l'indépendance énergétique et une énergie compétitive au niveau local.

ODD# 12 – Établir des modes de consommation et de production durables



FDE contribue à cet objectif qui vise à garantir des modes de consommation et de production durables. Un exemple de cette contribution est la collaboration avec le secteur public et les communautés afin de mettre en place des initiatives communes visant à promouvoir des pratiques durables dans le secteur de l'énergie via le développement de réseaux de chaleur par exemple.

ODD# 13 – Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



FDE contribue activement à cet objectif qui vise à lutter contre les changements climatiques et à en atténuer les impacts. Un exemple de cet engagement est la réduction de plus de 3,5 millions de tonnes d'équivalent de CO₂ par an, dont 1,4 millions de tonnes sont certifiées¹. En développant des solutions énergétiques durables et en optimisant les processus industriels, FDE joue un rôle clé dans la réduction de l'empreinte carbone.

ODD#17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs



FDE contribue à cet objectif qui promeut des partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile. En facilitant la collaboration entre ces acteurs, FDE permet de créer des synergies et alliances stratégiques lui permettant d'assurer que les projets développés répondent aux besoins des communautés locales tout en stimulant le développement économique.

FDE se considère particulièrement bien positionnée pour contribuer à ses objectifs, le Groupe ayant déjà démontré l'efficacité de son approche pour réduire de manière pérenne l'empreinte carbone de l'énergie utilisée, développer une infrastructure mieux distribuée et fournir une énergie abordable aux consommateurs locaux afin de développer des écosystèmes durables.

¹ Chiffres non certifiés à ce stade, 1,4 millions de tonnes certifiées. Source : Certification Inéris 2019, mise à jour avec un Potentiel de Réchauffement Global de 82,5 (AR6 – GIEC) et incluant le site de Béthune et Avion 7 (extrapolation FDE), Etude Université Polytechnique de Mons

2.5.2. Engagements RSE

Valorisation des énergies locales : un levier pour un développement durable

La valorisation en circuits courts des énergies locales est un moteur essentiel pour le développement durable des territoires, facilitant une transition climatique efficace. C'est l'ADN et la raison d'être de FDE : valoriser les ressources locales pour offrir des solutions énergétiques à impact positif, réduisant ainsi l'empreinte carbone de l'énergie utilisée sur les territoires concernés.

Depuis sa création, FDE aborde la question énergétique avec une approche pragmatique et innovante axée sur des résultats tangibles et non des promesses à horizon lointain. En 2024, FDE a démontré son engagement en produisant de l'énergie qui réduit les émissions de gaz à effet de serre par rapport au mix énergétique français. Grâce à une approche pragmatique, le Groupe mesure en continu l'impact environnemental de ses activités. En effet, avec 22,5 MW de capacité de production électrique installée, FDE a évité plus de 3,5 millions de tonnes de CO₂ eq, un impact record sur ses principaux sites en Belgique et en France.

L'alignement de l'ADN du groupe et de ses actions au quotidien avec son ambition climatique est primordial pour FDE, ses équipes et les parties prenantes sur les territoires où le Groupe opère.

Une ambition climatique claire et mesurable

L'objectif à long terme de FDE est de maintenir son statut de producteur à empreinte carbone négative. Grâce à des solutions énergétiques bas carbone, notamment le captage et la valorisation du gaz de mine provenant des anciens bassins miniers, FDE se distingue comme l'un des rares **producteurs à empreinte carbone négative en France et en Europe**.

Le gaz de mine, principalement composé de méthane, présente un Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) 82,5 fois plus important que le CO₂ sur 20 ans, selon le dernier rapport du GIEC. Avec le portefeuille actuel, FDE contribue à éviter chaque année plus de 3,5 millions de tonnes de CO₂ eq, sur la base de la Certification Inéris 2019, mise à jour avec un Potentiel de Réchauffement Global de 82,5 (AR6 – GIEC) et incluant le site de Béthune et Avion² et de l'Etude Université Polytechnique de Mons 2022.

En 2024, l'engagement et les efforts des collaborateurs ont permis au Groupe de conserver une empreinte carbone négative pour le huitième exercice consécutif.

FDE s'est fixé un objectif clé : éviter **plus de 20 millions de tonnes d'émissions de CO₂ eq par an d'ici 2030**, soit l'équivalent des émissions de plus de 3 millions d'habitants de l'Union Européenne d'après les dernières statistiques de la Banque Mondiale. Pour atteindre la neutralité carbone, FDE mise sur une production significative d'énergies bas carbone essentielles, à savoir l'électricité, le gaz, l'hydrogène, la chaleur le tout combiné avec le développement de sa capacité de captage, de stockage et de valorisation du CO₂.

Un processus d'investissement aligné avec la stratégie environnementale

FDE ne se contente pas de sa propre performance. Le Groupe encourage ses sous-traitants, partenaires, fournisseurs et clients à adopter des pratiques de décarbonation, intégrant ces objectifs dans ses contrats et appels d'offres. D'ici 2030, FDE vise à mesurer et réduire les émissions des scopes 1, 2 et 3 de l'ensemble de son écosystème.

L'accent est notamment mis ici sur les émissions de type 3, qui représentent généralement

² Selon l'extrapolation réalisée par FDE

la majorité de l'impact climatique d'une grande entreprise, et la nécessité de reporting depuis 2024 pour certaines entreprises.

FDE travaille également avec les régulateurs financiers sur la mise en place d'un bilan carbone incluant le Scope 4 qui prendrait complètement en compte les émissions évitées afin de refléter la réalité complète de la contribution du Groupe aux efforts de transition écologique.

De plus, toutes les activités de FDE, qu'elles soient en production ou en développement (gaz de mine, solaire, GNR, hydrogène, CO₂, etc.), **sont alignées avec l'objectif européen de Net Zéro d'ici 2050**, ainsi qu'avec la taxonomie européenne, qui classe les activités économiques favorables l'environnement.

Avec près de 100 M€ d'obligations vertes émises depuis 2021, le processus de décision d'investissement intègre l'impact du changement climatique des projets, garantissant que chaque initiative contribue aux objectifs climatiques de neutralité carbone d'ici 2050.

Enfin, les principaux investissements anticipés dans les prochains exercices pour atteindre ces objectifs environnementaux sont de 30 M€ pour la mise en place de plus de site de valorisation du gaz de mine sous forme d'électricité et de chaleur en France et Belgique.

Par ailleurs, le Groupe prévoit d'investir 50 M€ pour la construction de fermes solaires en Europe et Norvège, 120 M€ pour la production de GNR principalement en Norvège et 40 M€ pour la production d'hydrogène par électrolyse en Norvège.

2.5.3. Impacts extra financiers

Pour mesurer les impacts extra-financiers, FDE s'appuie sur ses valeurs fondamentales d'excellence, de confiance, de respect et de responsabilité. Celles-ci s'appliquent à toutes ses opérations et à chacune des communautés où le Groupe opère.

Guidé par son Code de conduite et d'éthique professionnelle, FDE respecte ou dépasse les exigences de toutes les lois et normes applicables dans les communautés où le Groupe opère, à travers toutes ses activités dans chacune de ses régions. Ce faisant, FDE s'engage à être transparent et respectueux vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes, y compris les investisseurs, employés, partenaires, fournisseurs et communautés, etc.

L'engagement de FDE en termes de qualité vis-à-vis de toutes les parties prenantes à son activité (équipes, clients, investisseurs, partenaires sous-traitants, élus, administrés et créanciers) reste au cœur de ses préoccupations avec le maintien de la **certification ISO 9001** pour l'ensemble des activités opérationnelles du Groupe dans les Hauts-de-France. Cette certification est la norme internationale pour les Systèmes de Management de la Qualité (SMQ), afin de garantir la qualité du produit fournit et l'amélioration continue des process de l'entreprise.

3. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

3.1. Projets opérationnels



Obtention de l'arrêté préfectoral pour un des sites dans les Hauts-de-France

Le Groupe a obtenu un **arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2024**, autorisant l'ouverture de travaux miniers pour la mise en exploitation d'un événement de gaz de mine dans la concession de Désirée sur le territoire de la commune de **Rouvignies**.

Cette autorisation permet à sa filiale Gazonor, d'installer jusqu'à trois moteurs d'une puissance de 1,5 MW chacun. La **mise en service de deux moteurs** est prévue **d'ici l'été**, une fois la convention de surveillance des puits signée avec l'État français.

Parallèlement, un arrêté préfectoral pour le site d'Angres a été émis début janvier, visant une **mise en service de deux moteurs courant 2025**.

La **mise en service de ces 4 nouvelles cogénérations** déjà sur site dans les Hauts-de-France **prévue pour 2025**, viendront contribuer à la croissance organique du Groupe et à l'accélération du captage et de la valorisation du gaz de mine sur les concessions détenues par FDE.



Incorporation de Halsa, nouvelle filiale de FDE sur le marché norvégien du GNR et du Bio-CO₂

Halsa Biogass AS, la nouvelle filiale norvégienne du Groupe, a été incorporée afin de porter le projet de production de GNR et du Bio-CO₂ à Halsa. L'unité produira **120 GWh de GNR, 14 200 tonnes par an de Bio-CO₂ liquide et 144 500 tonnes d'engrais biologique**.

La filiale a lancé ses travaux d'ingénierie, de contractualisation des intrants avec les agriculteurs locaux et le dépôt de permis afin de préparer la **mise en production** de son nouveau site **attendue en 2026**. La filiale a par ailleurs **sécurisé 30% de son offtake** grâce à son partenaire, Sorheim Holding AS.

Halsa est également en discussion avec des banques pour obtenir un financement et est cours d'obtention de subventions auprès d'ENOVA, l'agence de transition écologique de Norvège, pour la construction de l'usine de GNR.

Avec la **nouvelle unité de production de GNR de 100 GWh par an à Stavanger** en cours de construction pour une mise en production prévue fin 2025, ces projets contribueront, avec les nombreux autres projets de production d'énergies vertes en développement en Norvège, à la forte croissance du chiffre d'affaires du Groupe.

3.2. Financements

Émission d'un nouveau financement de 7 M€ auprès d'Arkéa Banques Entreprises et Institutionnels

En juillet 2024, afin d'aller plus loin dans sa démarche ESG, FDE a souscrit pour la seconde fois à un crédit à impact de 7 M€ auprès d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt corporate « PACT Trajectoire ESG » a pour but de soutenir, au-delà des projets existants et pipeline de projets identifiés et sécurisés, la **stratégie de croissance organique et externe du Groupe en France et à l'étranger**, pour devenir une des principales plateformes

de production d'énergie à faible teneur en carbone en Europe.

Ce prêt à impact « PACT Trajectoire ESG » prévoit une bonification pouvant atteindre jusqu'à 20% d'économie sur les frais financiers, si FDE améliore ses performances ESG suivant des critères prédéterminés.

Afin de garantir la neutralité des évaluations, la performance et amélioration ESG sera évaluée tous les ans par Ethifinance, une agence indépendante d'analyse extra-financière.

Amélioration de la note Gaïa Research en 2024

Ethifinance ESG Ratings est **l'agence de notation incontournable** pour les entreprises intermédiaires françaises, mesurant efficacement l'engagement des entreprises en matière d'Environnement, de Social, de Gouvernance et d'interactions avec les Parties Prenantes Externes (ESG-PPE).

Ethifinance ESG Ratings évalue ainsi les entreprises de sa couverture selon un référentiel d'environ 140 critères repartis en 4 piliers : Environnement, Social, Gouvernance et Parties Prenantes Externes (ESG-PPE) tout en faisant évoluer le référentiel annuellement en fonction des résultats des années précédentes et des risques ESG émergents (nouvelles questions, niveau de détail des réponses, algorithmes de notation, etc.).

En 2024, FDE a obtenu une note globale de **69/100**, en hausse à nouveau par rapport à 65/100 en 2023. Cette excellente note met en lumière la politique environnementale et sociale proactive du Groupe.

FDE surpasse significativement ses pairs, se distinguant ainsi parmi les 82 entreprises du secteur Énergie qui constituent le benchmark utilisé par Ethifinance ESG Ratings. Ce succès témoigne de l'engagement indéfectible de notre groupe en matière de responsabilité sociale et de lutte contre le changement climatique.

3.3. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice



Signature d'un contrat stratégique pour son développement d'hydrogène vert en Norvège

FDE a signé un contrat stratégique d'approvisionnement d'électrolyseurs de plusieurs millions d'euros pour Agder Hydrogen Hub (« Agder »), son projet phare de **20 MW de production d'hydrogène renouvelable** au cœur de la vallée hydrogène de Norvège.

Avec ce contrat, FDE franchit une étape majeure dans son développement stratégique en Norvège. Avec la fourniture de 20 MW d'électrolyseurs auprès d'**ITM Power**, un leader mondial dans la conception d'électrolyseurs PEM (membranes échangeuses de protons), cotée à la Bourse de Londres. Ce contrat marque le lancement officiel de la construction du projet Agder Hydrogen Hub, et un pilier central dans la **stratégie d'hydrogène bas carbone de FDE**.

Ce contrat de fourniture, d'une valeur de 20 M€, a été signé concomitamment à un engagement d'ITM Power à fournir un service complet pendant dix ans afin d'aider FDE à maximiser les performances et le temps de fonctionnement des équipements fournis.

Le projet Agder se distingue par l'implémentation de quatre unités Neptune V de 5 MW chacune, pour une capacité totale de 20 MW. Ces électrolyseurs de dernière génération, prévus pour une **livraison au premier semestre 2026**, permettront de produire de l'hydrogène à partir de sources d'énergie renouvelable, contribuant ainsi à l'atteinte des

objectifs climatiques mondiaux. Le site industriel, en cours de préparation, accueillera ces installations et démarrera la **production d'hydrogène d'ici la fin de l'année 2026**.

Pour rappel, le projet bénéficie du **soutien financier d'ENOVA**, qui a octroyé une subvention de 148 MNOK (équivalent à 12,6 M€), représentant près de 40% du coût total de l'investissement. FDE est actuellement en discussions avec ses partenaires bancaires et obligataires historiques pour finaliser le financement de cette phase.

Financement stratégique Bpifrance de 10 M€ pour accélérer la production d'énergie bas carbone en Europe

FDE a obtenu deux prêts stratégiques auprès de Bpifrance pour un montant total de 10 M€, renforçant significativement sa capacité d'investissement. Cette opération financière majeure a été sécurisée à des **conditions favorables**, soulignant la **confiance renouvelée des partenaires financiers institutionnels** dans le modèle économique de FDE, dont la résilience est attestée par une génération de trésorerie récurrente et robuste combinée à un bilan solide.

Le **“Prêt Croissance Relance”** de **10 ans** permettra à FDE d'accélérer son expansion stratégique, tant sur le marché français qu'à l'international, au-delà de ses projets existants et de son portefeuille déjà sécurisé.

Parallèlement, le **“Prêt Vert”** de **5 ans** bénéficie d'une **garantie à 50% par le Fonds national “Fonds Prêt Vert 4”** dans le cadre du **Plan France Relance**. Ce financement est spécifiquement destiné à amplifier les initiatives environnementales d'impact de FDE, dont l'ambition est d'éviter **plus de 20 millions de tonnes d'émissions de CO₂ annuelles d'ici 2030**.

Ces ressources financières additionnelles permettront à FDE d'intensifier son développement sur des segments stratégiques à fort potentiel, notamment celui de **l'hydrogène bas carbone en France et à l'international**, consolidant ainsi sa position d'acteur innovant dans le secteur critique de l'énergie.

3.4. Transactions avec les parties liées

Aucune nouvelle transaction avec les parties liées n'est intervenue au cours de ce premier semestre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La note 4.5 « Parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés, donne toutes les informations nécessaires quant aux transactions en cours avec les parties liées, leur nature et les montants à considérer sur ce semestre.

3.5. Perspectives du groupe pour l'exercice 2025

FDE, présente dans cinq pays européens, produit aujourd'hui des énergies clés pour atteindre le « Net Zero », confirme son engagement en faveur de la transition énergétique, en consolidant son rôle de leader dans la production d'énergie bas carbone, positionnant le Groupe comme un acteur incontournable dans le secteur des énergies bas carbone à l'échelle européenne.

FDE continue de développer sa stratégie axée sur la mise en place de solutions énergétiques afin de produire et valoriser les énergies locales en circuits courts et contribuer à la réduction de l'empreinte carbone des territoires concernés par son activité.

Le Groupe poursuit ainsi le développement de ses activités dans le **captage et la valorisation en circuits courts du gaz**, et la **construction d'usines de production de GNR et de Bio-CO₂**

qui viendront répondre à la demande croissante en GNR en Europe.

La production d'hydrogène naturel, vert ou décarboné ainsi que les activités de stockage de CO₂ sont également des segments de croissance forts pour le Groupe.

Sur l'hydrogène en particulier, suite à l'octroi de la concession Bleue Lorraine, le Groupe accélère le **développement de sa stratégie d'hydrogène décarbonée dans la région**, au cœur d'un écosystème hydrogène très actif comprenant notamment la construction d'un réseau reliant des consommateurs de taille industrielle.

FDE poursuit également, son **développement dans l'hydrogène naturel**, et ses travaux de recherches en attendant l'octroi du permis dit « Des Trois Evêchés », afin d'accélérer le développement de cette ressource sous forme d'hydrogène natif, écologiquement et économiquement très compétitive, notamment par rapport aux autres formes d'hydrogènes décarbonés.

En intégrant la production d'hydrogène, offrant toutes les énergies essentielles pour un avenir durable, **FDE renforce sa position en tant que producteur indépendant et multi-énergies à faible carbone**.

Ces diverses synergies permettront ainsi de créer un **acteur européen de premier plan dans la production d'énergie bas carbone**, qui contribuera de manière significative à l'objectif de neutralité carbone de l'Europe d'ici à 2050.

Grâce au positionnement de FDE développé depuis plus d'une décennie en tant que producteur d'énergies locales bas carbone, ainsi qu'aux récents développements du Groupe en Norvège et aux progrès en cours en France et en Belgique, les **objectifs pour l'exercice 2030** s'articulent autour de trois indicateurs clefs :

- Une croissance forte afin d'atteindre un **chiffre d'affaires annuel supérieur à 175 M€** ;
- Une amélioration continue de sa rentabilité avec un **EBITDA excédant 85 M€** ;
- Une contribution environnementale renforcée avec plus de **20 millions de tonnes d'émissions CO₂ eq évitées** par an.

3.6. Risques et incertitudes pour l'exercice 2025

Par rapport aux risques présentés en partie 8 – IDENTIFICATION DES FACTEURS DE RISQUES ET MESURES DE GESTION de son rapport financier annuel tel que publié le 18 novembre 2024, le Groupe n'identifie pas de risque complémentaire qui serait à prendre en considération pour ses activités au cours du premier semestre de l'exercice clos le 30 juin 2025.

Parmi l'ensemble de ces risques, ceux considérés comme les plus importants sont les suivants :

- Évolution et volatilité des prix du gaz et de l'électricité pouvant avoir un effet défavorable sur l'activité du Groupe.
- Risque réservoir avec un endommagement du vide minier et un déplacement de la ressource par rapport au point de captage considéré.
- Rendements des équipements industriels plus faibles qu'anticipés, notamment sur les sites de cogénérations.
- Difficulté à obtenir des nouveaux financements dans les conditions financières et délais impartis pouvant freiner les projets d'expansion du Groupe et ses nouveaux projets.
- Évolutions non anticipées ou nouvelles contraintes réglementaires pouvant entraîner le retard ou la remise en question de projets de développement.

ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTRÔLE AU 31 DÉCEMBRE 2024

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Julien Moulin
Président

Antoine Forcinal
Directeur Général

Christophe Charlier ^(a)

COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Julien Moulin

Christophe Charlier

COMITÉ DES COMPTES ET DE L'AUDIT

Christophe Charlier
Président

Julien Moulin

COMMISSAIRES AUX COMPTES

FORVIS MAZARS ^(b)
représenté par Laurence Fournier

BDO Paris ^(c)
représenté par Sébastien Haas

(a) Administrateur indépendant

(b) Expiration du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2025.

(c) Expiration du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2026.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	18
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	19
BILAN CONSOLIDÉ	20
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	21
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	22
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS	23
1. RÈGLES, MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES	23
2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT SEMESTRIEL	30
3. NOTES ANNEXES AU BILAN	36
4. AUTRES NOTES D'INFORMATION	48
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	57
DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	59

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Période de 6 mois close le 31 décembre 2024

	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
		€	€
Chiffre d'affaires	2.1	12 197 452	17 395 472
Autre produits opérationnels	2.2	3 751 744	718 679
	2.3 /		
Coûts des biens et services vendus	2.4	-4 491 761	-3 325 488
	2.3 /		
Charges administratives	2.4	-6 045 441	-4 136 751
Autres produits/(charges, y compris opérationnelles)	2.5	-508 909	185 075
Part dans le résultat des ent. associées - opérationnel		1 616 490	
EBITDA		6 519 575	10 836 987
Dotations nettes sur provisions	2.6	13 659	-21 427
Dotations aux amortissements et dépréciations		-2 061 047	-1 847 621
Résultat opérationnel courant		4 472 187	8 967 939
Autres charges et produits non courants			
Résultat opérationnel		4 472 187	8 967 939
Produits financiers		643 796	376 877
Coût de l'endettement financier brut		-2 586 614	-1 722 812
Autres charges financières	2.7	-298 036	-48 456
Part dans le résultat des ent. associées - non opérationnel		-360 918	
Résultat avant impôts		1 870 415	7 573 548
Impôts courants et différés	2.8	-225 106	-1 410 490
Résultat net		1 645 309	6 163 058
Résultat net, part du groupe		1 810 218	6 302 122
Résultat net, part des intérêts ne donnant pas le contrôle		-164 909	-139 064
<i>Résultat par action, part du groupe</i>			
- Résultat de base par action		0,34	1,21
- Résultat dilué par action		0,34	1,21

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Période de 6 mois close le 31 décembre 2024	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Résultat net	1 645 309	9 137 864
-	-	-
Éléments transférables ultérieurement en résultat	-	-
Écarts actuariels sur régimes de retraites	-3 890	-14 431
Effet d'impôt	973	3 608
Éléments non transférables ultérieurement en résultat	-2 918	-10 823
Résultat global	1 642 392	9 127 041
Résultat global, part du groupe	1 770 334	9 485 550
Résultat global, part des intérêts ne donnant pas le contrôle	-164 909	-583 358
<i>Résultat global par action, part du groupe</i>		
- <i>Résultat de base par action</i>	0,34	1,81
- <i>Résultat dilué par action</i>	0,34	1,81

BILAN CONSOLIDÉ

SITUATION FINANCIERE - BILAN CONSOLIDÉ

Période de 6 mois close le 31 décembre 2024

	Notes	31 décembre 2024	30 juin 2024
		€	€
ACTIFS			
Écart d'acquisition	3.1	8 937 243	9 704 971
Actifs d'exploration	3.2	39 207 083	39 100 856
Autres immobilisations incorporelles		585 307	675 830
Droits miniers prouvés	3.3	23 668 162	23 752 231
Autres immobilisations corporelles	3.4	58 328 570	49 807 522
Participations dans les entreprises associées		9 324 943	8 336 653
Actifs financiers non courants		1 467 378	1 313 761
Impôts différés actifs	2.8	4 526 483	4 069 233
Actifs non courants		146 045 169	136 761 056
Stocks		613 969	1 517 356
Créances clients et comptes rattachés	3.5	5 858 259	3 777 675
Autres actifs courants	3.5	8 736 366	9 618 213
Charges constatées d'avance et étalées	3.5	481 794	413 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6	49 569 169	47 618 325
Écart de conversion		0	
Actifs courants		65 259 556	62 944 879
Total Actifs		211 304 725	199 705 935
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capital	3.7	5 280 010	5 231 885
Primes	3.7	43 954 835	44 002 960
Autres réserves		32 076 510	23 399 459
Résultat net part du groupe		1 810 218	9 721 222
Écart de Conversion		-23 290	174 328
Autres éléments des capitaux propres		23 010	20 043
Capitaux propres - part du groupe		83 121 293	82 549 898
Intérêts ne donnant pas le contrôle		7 569 380	7 921 982
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		90 690 674	90 471 879
Dette financière non courante	3.9	88 186 500	74 794 824
Provisions non courantes		3 122 491	3 151 035
Provisions pour engagements de retraite		94 017	82 061
Impôts différés passifs	2.8	7 037 485	6 860 681
Autres passifs non courants		2 132 704	2 153 035
Passifs non courants		100 573 198	87 041 636
Dette financière courante	3.9	6 780 520	6 354 541
Provisions courantes		731 738	724 528
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 287 849	7 525 236
Fournisseurs d'immobilisations		5 319 195	5 392 164
Autres passifs courants		3 921 551	2 195 950
Passifs courants		20 040 854	22 192 419
Total Capitaux propres et Passifs		211 304 725	199 705 934

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

TABLEAU DE VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
		€	€
Activités d'exploitation			
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 645 201	6 163 058
Résultat des entreprises associées		-1 257 181	
Charge d'impôt courant et différé	2.8	225 106	1 410 490
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeurs des immobilisations corporelles et incorporelles		2 061 222	1 847 621
Dotations nettes aux provisions		-13 659	21 427
Plus/moins-value sur cessions d'actifs		5 654	0
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	4.1	-5 420 507	1 099 580
Variation du BFR - autres actifs et passifs	4.1	2 176 612	-3 747 448
Charge sur plans d'attribution d'actions		442 654	765 842
Coût de l'endettement financier brut	2.7	2 678 294	1 722 812
Impôt payé		-69 324	-1 665 140
Autres éléments non monétaires		-5 894	208 578
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		2 468 178	7 826 820
Activités d'investissement			
Frais d'exploration immobilisés	3.2	-358 905	-129 116
Investissements corporels et incorporels	3.4	-9 799 505	-4 243 592
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels		0	0
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations		-72 969	121 483
Subventions encaissées sur activités d'investissement		548 486	86 007
Acquisition/cession d'actifs financiers		-188 355	-197 870
Acquisition de participation net de trésorerie		0	0
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		-9 871 247	-4 363 088
Activités de financement			
Apport en capital sur filiales		211 345	0
Rachat d'actions propres		-1 000 000	0
Emission d'emprunts et dettes financières (hors frais)	3.9	17 000 000	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	3.9	-2 926 915	-4 850 726
Autres dettes financières	3.9	-35 788	246 577
Coût de la dette nette : intérêts payés		-2 553 173	-1 678 902
Frais payés sur emprunts		-35 000	0
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		10 660 470	-6 283 051
Autres variations (dont écarts de conversion)		-1 306 557	
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE		1 950 844	-2 819 319
Trésorerie nette à l'ouverture		47 618 325	42 965 614
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE		49 569 169	40 146 295

La trésorerie nette à la clôture présentée dans le tableau de flux de trésorerie consolidé est constituée des comptes bancaires nets des concours bancaires courants, des comptes de caisse ainsi que de la part trésorerie issue du contrat de liquidité mis en œuvre par le Groupe.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Période de 6 mois close le 31 décembre 2024	Actions		Capital	Primes	Autres éléments des capitaux propres	Résultat et autres réserves - part du groupe	Total capitaux propres - part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres de l'ensemble consolidé
	Nombre	Valeur nominale							
		€	€	€	€	€			
Au 30 Juin 2023	5 182 604	1	5 182 604	44 052 241	30 866	24 685 316	73 951 027	-276 005	73 675 022
Résultat net						6 302 122	6 302 122	-139 064	6 163 058
Autres éléments du résultat global					-12 806		-12 806		-12 806
Plan d'attribution d'actions gratuites						765 842	765 842		765 842
Actions propres						10 494	10 494	-45 044	-34 550
Autres variations (dont écarts de conversion)							0		0
Augmentation de capital (actions gratuites)	49 281	1	49 281	-49 281					
Augmentation de capital (filiales)									
Acquisition Greenstat									
Au 31 Décembre 2023	5 231 885	1	5 231 885	44 002 960	18 060	31 763 774	81 016 679	-460 113	80 556 566
Au 30 Juin 2024	5 231 885	1	5 231 885	44 002 960	20 043	33 295 010	82 549 897	7 921 982	90 471 879
Résultat net						1 810 218	1 810 218	-164 909	1 645 309
Autres éléments du résultat global					2 967		2 967		2 967
Plan d'attribution d'actions gratuites						442 654	442 654		442 654
Actions propres						-1 000 000	-1 000 000		-1 000 000
Autres variations (dont écarts de conversion)						-470 527	-470 527	-187 693	-658 220
Augmentation de capital (actions gratuites)	48 125	1	48 125	-48 125			0		0
Augmentation de capital (Greenstat)				0		-213 916	-213 916		-213 916
Au 31 décembre 2024	5 280 010	1	5 280 010	43 954 835	23 010	33 863 439	83 121 293	7 569 380	90 690 674

La variation des capitaux propres pour 219 K€ intervenue sur la période de 6 mois close le 31 décembre 2024 est notamment liée au rachat d'actions propres pour 1 M€ et à la réalisation de l'ensemble des conditions de présence et au terme de la période d'acquisition prévue par le Règlement du plan, 48.125 actions ont ainsi été attribuées sur le semestre, avec augmentation de capital par incorporation de primes d'émission.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

1. RÈGLES, MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes généraux et base de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés du premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 soit la période du 1^{er} juillet 2024 au 31 décembre 2024, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de FDE S.A. le 19 mars 2025.

Ces comptes ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 sur l'établissement des comptes intermédiaires ainsi qu'avec les normes et interprétations comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne et applicables au 31 décembre 2024.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2024. En outre, les activités du Groupe ne sont pas considérées comme sujettes à une saisonnalité particulière sur une base annuelle et la comparabilité des comptes semestriels et annuels n'en est par conséquent pas affectée.

Le périmètre de consolidation a évolué sur ce semestre par rapport au 30 juin 2024. La société norvégienne Halså Biogass A.S., détenue à 70% par Cryo Pur, a intégré le périmètre de consolidation le 20 septembre 2024.

En dehors de cette société, la seule variation du pourcentage d'intérêt dans les entités consolidées au cours de cet exercice concerne Cryo Pur SAS et Greenstat AS. Au 31 décembre 2024, FDE détient 96,1% de Cryo Pur, suite à une augmentation de capital effectuée au cours du semestre, suivie de la souscription d'une partie des actionnaires minoritaires. Au 31 décembre 2024, FDE détient 55,9% de Greenstat, suite à une augmentation de capital effectuée au cours du semestre, suivie de la souscription d'une partie des actionnaires minoritaires.

Seule Drin Energija n'est pas en intégration globale dans le périmètre Greenstat. L'ensemble des sociétés du groupe clôturent leurs comptes à la date du 30 juin 2024.

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en Euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales, hors Concorde Energy Inc. (dollar américain) qui ne présente pas d'activité au cours du semestre et des périodes comparables précédentes, et hors Cryo Pur Norge AS, Biogy Solutions AS, Askjenergy AS, Halså Biogass AS et Greenstat AS (couronne norvégienne).

Les nouveaux amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne et d'application obligatoire ont été pris en compte mais sans impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2024 :

- Amendements à IFRS 3 : Mise à jour de la référence au cadre conceptuel ;
- Amendements à IAS 16 : Produits générés avant l'utilisation prévue ;
- Amendements à IAS 37 : Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire ;
- Améliorations annuelles : Processus annuel d'amélioration des normes – cycle 2018-2020.

Enfin, le Groupe n'a pas appliqué de façon anticipée de normes ou amendements dans ses comptes consolidés au 31 décembre 2024.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS requiert de la part de la Direction Générale du Groupe le recours à des estimations, hypothèses et jugements qui affectent l'information présentée dans les comptes consolidés semestriels condensés et leurs notes annexes, notamment les actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisés ou présentés à la date de clôture ainsi que les produits et charges comptabilisés sur la période.

Ces estimations, hypothèses et jugements sont basés sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables à la date de préparation des états financiers. Ils font l'objet d'une revue régulière par la Direction Générale du Groupe et peuvent donc être sensiblement révisés en cas de changement des circonstances ou suite à de nouvelles informations. Certains de ces estimations, hypothèses ou jugements pourraient avoir des impacts significatifs sur l'information présentée et les réalisations définitives pourraient également être différentes des montants inclus dans les états financiers consolidés et leurs notes annexes. Il convient de préciser que les estimations et hypothèses ne sont pas actualisées pour les clôtures semestrielles.

La mise en œuvre de ces estimations, hypothèses et jugements dans le cadre de la préparation des états financiers semestriels consolidés condensés et de leurs notes annexes au 31 décembre 2024 concerne principalement la mise en œuvre du principe de continuité d'exploitation, l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières d'exploration, la dépréciation des actifs et la détermination de leur valeur recouvrable, les provisions pour remise en état des sites et provisions pour grandes révisions, la constatation des actifs et passifs d'impôts différés ainsi que l'évaluation des paiements fondés sur des actions.

1.2. Règles et méthodes comptables

Ne sont présentées ci-dessous que les règles et méthodes considérées comme significatives au regard de l'activité du Groupe ou des événements intervenus durant ce premier semestre de l'exercice clôturant au 31 décembre 2024.

A/ Principes de consolidation

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, le Groupe retient la méthode de consolidation par intégration globale dès lors que les trois conditions suivantes sont cumulativement réunies pour démontrer le contrôle :

- La détention du pouvoir sur l'entité
- L'exposition ou les droits à des rendements variables sur l'entité
- La capacité d'utiliser son pouvoir afin d'impacter les rendements.

Les transactions, les actifs et passifs réciproques entre les entreprises consolidées, ainsi que les profits internes réalisés sont éliminés.

B/ Continuité d'exploitation

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction Générale évalue la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation.

En particulier, la Direction Générale du Groupe revoit régulièrement ses options de financement pour faire en sorte que la continuité d'exploitation reste assurée, en tenant compte notamment de l'échéance de ses différents actifs et passifs et de ses cash-flows prévisionnels dont ceux issus de ses ventes de gaz, d'électricité et de chaleur.

Les flux de trésorerie d'exploitation générés par le Groupe pour le premier semestre 2025

s'élèvent à 2,5 M€ contre 7,8 M€ au S1 2023, avec au 31 décembre 2024, une trésorerie nette du Groupe positive pour 49,6 M€.

Les prévisions et les estimations de la Direction du Groupe quant à sa capacité à poursuivre son exploitation reposent en particulier sur les facteurs suivants : poursuite de la production de gaz, d'électricité et de chaleur dans les Hauts-de-France et dans le Grand-Est et d'électricité en Belgique selon les plans et hypothèses prévues (évolution des prix du gaz en France et d'électricité en France et en Belgique, quantité et qualité des volumes produits sur sites, capacité à injecter sur les réseaux), stabilité des charges générales et administratives à périmètre constant, réalisation des opérations de maintenance et de grandes révisions nécessaires au bon fonctionnement de ses installations, notamment des cogénération installées dans les Hauts-de-France et en Wallonie.

Pour ce qui concerne les projets d'investissements significatifs pouvant être initiés dans les douze prochains mois, le Groupe a déjà obtenu les financements nécessaires notamment via les trois émissions d'obligations vertes octroyées par Edmond de Rothschild Asset Management (EDRAM) en date du 15 septembre 2021 pour un montant de 25 M€, intégralement souscrites, en date du 30 septembre 2022 pour un montant de 20 M€, intégralement souscrites également et en date du 1^{er} mai 2024 pour un montant de 60 M€, dont 20 M€ souscrites au 31 décembre 2024.

Les prévisions réalisées par le Groupe jusqu'à fin décembre 2025, montrent que le Groupe générera suffisamment de trésorerie pour assurer la poursuite de ses activités.

Sur base de ces données et prévisions, le Groupe considère qu'il a la capacité de poursuivre son activité d'exploitation sur l'exercice 2025 et plus généralement pour les 12 mois à venir, de faire face à ses besoins de trésorerie et de régler ses dettes présentes à son bilan.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2024 ont ainsi été préparés selon le principe de continuité d'exploitation.

C/ Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'une obligation de performance est satisfaite par le transfert d'un bien ou d'un service au client, ce transfert étant considéré comme intervenu lorsque le Groupe n'est plus impliqué ni dans la gestion, ni dans le contrôle effectif des biens et services cédés.

Les ventes de gaz, d'électricité et de chaleur sont enregistrées selon les termes contractuels avec les principaux clients du Groupe, Axpo, EDF Obligations d'Achats, Electrabel, Engie, Dalkia, SAVE, et Primeo.

D/ Impôts courants et différés

La charge d'impôt de la période comprend l'impôt courant et la variation d'impôt différé depuis la date de clôture précédente. Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables, notamment la France et la Belgique.

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture et applicable aux périodes au cours desquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés :

les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement de taux est prise, et ce en résultat sauf lorsqu'ils portent sur des transactions comptabilisées directement en capitaux propres. Le taux d'impôt retenu pour la charge d'impôt courante sur l'exercice 2025 et pour le calcul des impôts différés s'est élevé à 25%, sans changement par rapport à l'exercice 2024.

Les économies d'impôt résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs. L'ensemble de ces impôts différés actifs sont dépréciés si estimés non recouvrables, seul le montant dont l'utilisation est probable étant constaté à l'actif du bilan. Au 31 décembre 2024, le montant des déficits non reconnus s'élève à 48,6 M€, dont LFDE International (Luxembourg) pour 5,5 M€, Greenhill (Belgique) pour 2,8 M€, Cryo Pur pour 26,9 M€ et Greenstat pour 13,3 M€.

E/ Dépenses d'exploration

Les dépenses comptabilisées en actifs d'exploration dans le bilan consolidé sont constituées de l'ensemble des coûts engagés au titre des phases de prospection et des forages d'exploration. Les coûts d'études et d'analyse ainsi que tous les coûts engagés avant l'obtention des titres miniers sont passés en charge de façon immédiate. Les dépenses géologiques et géophysiques, incluant les campagnes sismiques de prospection, sont également comptabilisées directement en charges de la période.

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des dépenses d'exploration. La comptabilisation des droits et actifs de production des ressources du sous-sol est réalisée conformément à la méthode des *successful efforts*.

Les forages d'exploration sont comptabilisés et font l'objet de tests de dépréciation sur une base individuelle comme suit :

- Le coût des forages d'exploration ayant permis de découvrir des réserves prouvées est immobilisé et amorti par la suite selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées développées ;
- Dans l'attente de déterminer s'ils ont permis de découvrir des réserves prouvées, les coûts d'exploration sont immobilisés quand les deux conditions suivantes sont réunies :
 - Le puits a mis en évidence un volume suffisant de gaz pour justifier, le cas échéant, sa mise en production en supposant que les investissements nécessaires à la production soient effectués,
 - Le Groupe enregistre des progrès suffisants dans la détermination des réserves et de la viabilité technique et économique du projet. Ces progrès sont évalués sur la base de critères tels que des travaux d'exploration additionnels (puits, travaux sismiques ou études significatives) en cours de réalisation ou inscrits dans un programme ferme, la réalisation d'études de développement, et en tenant compte du fait que le Groupe puisse être dans l'attente d'autorisation d'un gouvernement ou d'un tiers sur un projet proposé ou de disponibilité de capacité de transport ou de traitement sur une installation existante.

Les coûts d'exploration qui ne remplissent pas ces conditions sont comptabilisés en charges.

A noter que selon le rapport de celui de MHA Pétroleum Consultants en date du 26 novembre 2018, 2,1 millions m³ de gaz (2P) ont été certifiées en Lorraine et 3,5 millions de m³ de réserves de gaz dans les Hauts-de-France ont été certifiés par DMT en date du 4 janvier 2022 : ces réserves ne sont pas comptabilisées au bilan.

F/ Subventions d'investissement

Conformément aux deux traitements comptables possibles selon la norme IAS 20, les subventions d'investissements sont comptabilisées en déduction de la valeur brute des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

La subvention accordée par la Région Grand-Est pour un programme de recherche centré autour de la valorisation du gaz de charbon lorrain en circuits courts, en partenariat avec l'Université de Lorraine, est classée en « autres passifs non courants » depuis 2018 pour 250 K€.

Une subvention de l'ADEME a été notifiée le 29 novembre 2019 pour 1.304 K€ au profit de la société Cellcius et sera débloquée de façon progressive sur base des dépenses réalisées pour la réalisation d'un champs solaire thermique sur la commune de Creutzwald (Moselle). Les dépenses éligibles retenues pour ce projet se montent à 2.363 K€, tandis qu'un montant de 1.239 K€ a été reconnu par le groupe au titre de cette subvention à la date d'arrêté de ces comptes consolidés semestriels. Cette subvention a été portée en diminution des couts activés à la clôture.

L'aide européenne du programme FEDER-FSE (Fonds Européen de Développement Régional - Fonds Social Européen) attribuée à la société Gazonor pour un montant de 2,8 M€ en date du 24 octobre 2019 et accompagnant l'installation de 20 nouvelles unités de cogénération sur les concessions détenues actuellement par le Groupe dans les Hauts-de-France, afin de valoriser le gaz de mines récupéré en circuits courts et ainsi éliminer toutes les émissions de grisou sur l'ancien bassin minier de cette zone a été ajustée selon le nombre de cogénérations installées et fonctionnelles au 31 décembre 2023. Suite à l'avenant du 17 novembre 2023, le montant de cette subvention est dorénavant de 1,1 M€ pour l'installation de 8 nouvelles unités de cogénération, tandis que le montant de la subvention perçue en juillet 2024, s'élève à 549 K€. Les dépenses éligibles retenues pour ce projet se montent à 3.676 K€.

La totalité de cette subvention a été comptabilisée au 31 décembre 2024 dans les comptes consolidés et le paiement réceptionné en juillet, concernant les investissements éligibles sur le projet Béthune et EG NPC ayant été soumis à cette date. Sur la période, ce sont 9 K€ supplémentaires qui ont été constatés en diminution des coûts activés de EG NPC, par l'amortissement de la subvention.

Une subvention de la région Wallonne notifiée le 5 juillet 2023 pour 344 K€ à la société Gazonor Benelux est débloquée de façon progressive sur la base des dépenses réalisées pour la recherche d'hydrogène par plasmalyse hybride de gisements locaux de méthane et carbonés structurés sans émission de CO₂. Au 31 décembre 2024, aucun déblocage n'a eu lieu sur cette période.

G/ Regroupement d'entreprises et écart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode requiert la comptabilisation des actifs et des passifs identifiables par le Groupe à leur juste valeur.

L'affectation du prix d'acquisition est finalisée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'acquisition.

L'acquéreur doit comptabiliser l'écart d'acquisition positif à l'actif du bilan à la date d'acquisition, évalué comme étant l'excédent entre :

- la contrepartie transférée, le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et, dans

- un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ;
- par rapport à la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Les écarts d'acquisition figurant au bilan ont été déterminés selon la méthode dite du goodwill partiel.

Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris, le recensement et l'évaluation des éléments identifiables de l'actif et du passif font l'objet d'une analyse complémentaire. A l'issue de cette analyse complémentaire, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement en résultat.

H/ Dépréciation et pertes de valeur des actifs immobilisés

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur de ces actifs, ce test étant réalisé au moins une fois par an pour les goodwill et actifs incorporelles à durée de vie indéfinie.

En particulier, les droits miniers et actifs d'exploration, comptabilisés en immobilisations incorporelles, font l'objet de tests de dépréciation (menés lors de l'établissement des comptes annuels et ne font pas l'objet d'une révision pour les comptes semestriels), et ce aux bornes des unités génératrices de trésorerie définis pour le Groupe comme des champs ou groupement de champs d'hydrocarbures présentant une homogénéité et une cohérence en matière de production, de traitement et d'évacuation de ces hydrocarbures. Pour le Groupe, ces UGT recoupent au 31 décembre 2024 les différents PER actuellement détenus.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe. Le taux d'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels reflète le taux de rendement attendu par les investisseurs dans le domaine d'activité concerné et la prime de risque propre à cette activité.

Les principales hypothèses opérationnelles sur lesquelles s'appuie le groupe pour réaliser ses tests de dépréciations sur les actifs d'explorations et les droits miniers sont les suivantes :

- Volumes de vente estimés à partir des capacités de production portant notamment sur les installations électriques (nombre de cogénérations mises en place) et gazières. La capacité de production optimale a été définie puis un coefficient de « perte » a été intégré, tenant compte par exemple des périodes de maintenance ou des arrêts non prévus ;
- Prix de vente selon contrats en cours et formules d'indexation le cas échéant. Pour l'électricité, il peut s'agir notamment de prix fixe sur long terme, avec une moyenne effectuée sur les différents sites de production du groupe. Pour l'activité du Groupe en Belgique est retenu le prix de vente selon conditions contractuelles en cours, soit le prix du marché. Pour le gaz, les contrats en cours font référence à l'indice dit PEG Nord pour la fixation des tarifs, d'où prise en compte de cet indice en prix de marché puis projections extrapolées par rapport au niveau historique ;
- Prix d'achat de l'électricité, notamment défini en considérant la part couverte ou non par les droits ARENH.

Enfin, les indices de pertes de valeur retenus par le groupe sont de trois ordres :

- L'évolution du prix du gaz, que ce soit au réel ou en prix futur, notamment à partir de l'indice PEG Nord utilisé comme référence contractuelle ;
- Les évolutions des réserves de gaz en sous-sols à partir de leur mise à jour effectuée

selon les rapports de réserves indépendants ;

- Les arrêts ou réduction d'exploitation de site à partir de décisions prises par le management ou de contraintes réglementaires.

I/ Résultat par action

Au 31 décembre 2024	Résultat par action	Résultat dilué par action
	€	€
Résultat net part du Groupe	1 810 218	1 810 218
Ajust. Effet P&L des actions dilutives		442 654
Total numérateur	1 810 218	2 252 872
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	5 279 878	5 228 240
Actions gratuites non encore attribuées		85 369
Total dénominateur	5 279 878	5 313 609
Ratios Résultat par action au 31 décembre 2024	0,34	0,42

Le calcul du résultat par action a été réalisé à partir du résultat net part du groupe et du nombre d'actions en circulation (moyenne pondérée tenant compte de l'émission de 49.281 nouvelles actions au 27 juillet 2023).

Le calcul du résultat dilué par action s'est fait en retraitant du résultat net part du groupe l'impact de la charge liée aux actions dilutives, et en rajoutant au nombre d'actions en circulation les actions gratuites non encore attribuées définitivement aux salariés (plans 8 et 9 d'attribution tels que présentés en note 3.8 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces instruments ayant un effet anti-dilutif, avec un résultat dilué par action de 0,42 contre 0,34 pour le résultat par action, le groupe n'en a pas tenu compte, d'où un résultat dilué par action équivalent à 0,42.

2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT SEMESTRIEL

2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires, pour 3,3 M€, de la ferme solaire de 45 MW à Petjnik en Bosnie porté par Drin Energija détenue à 49,5% n'est pas inclus dans le chiffre d'affaires total de 12,2 M€. Le résultat de Drin Energija est présenté dans la Part dans le résultat des entreprises associées, le contrôle sur la société au 31 décembre 2024 ne répondant pas, à ce stade, aux dispositions d'IFRS 10.

Les ventes de gaz, d'électricité et de chaleur en France sont réalisées avec les clients, EDF OA, Engie, Axpo, Dalkia, SAVE, et Primeo, tandis que l'électricité en Belgique est vendue à Electrabel.

La décomposition du chiffre d'affaires semestriel est la suivante :

Décomposition du chiffre d'affaires	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Ventes de gaz - France	3 122 314	3 654 823
Ventes d'électricité verte - France	4 117 861	8 261 903
Ventes de chaleur - France	209 557	197 646
Ventes d'électricité verte - Belgique	2 922 604	4 807 457
Ventes Cryo Pur	8 000	473 643
Ventes Greenstat	1 817 116	
Chiffre d'affaires annuel	12 197 452	17 395 472

2.2. Autres produits opérationnels

Les autres produits opérationnels enregistrés sur ce semestre concernent principalement la valorisation de la déclaration des Crédit Impôts Recherche au titre de l'année civile 2024 d'un montant de 730 K€ au 31 décembre 2024 et la production immobilisée sur le projet de GNR de Stavanger (produits liés à la construction de l'unité par Cryo Pur).

2.3. Coûts des biens et services et charges administratives

Le coût des biens et services vendus inclut les éléments suivants, correspondant aux coûts de production directement liés aux ventes de gaz, d'électricité et de chaleur, dont principalement les coûts d'électricité et d'entretien et maintenance :

Coûts des biens et services vendus	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Achats stockés, petits matériels et équipements	1 573 993	329 214
Coûts d'électricité	973 317	1 004 040
Achats de gaz naturel - prestations GRT	340 533	39 113
Sous-traitance et prestations techniques	420 947	388 640
Entretiens et maintenance	820 375	1 179 268
Location équipement industriel	0	10 447
Charges de personnel	362 598	374 767
Total coûts des biens et services vendus	4 491 762	3 325 489

Le coût des biens et services vendus inclut les coûts de production directement liés aux

ventes de gaz et d'électricité réalisées par les entités Gazonor, Gazonor Benelux, Gazonor Béthune et EG NPC, aux ventes de chaleur par Cellcius et Gazonor Béthune, ainsi qu'aux coûts des installations de production de GNR et Bio-CO₂ par Cryo Pur.

Les charges administratives et opérationnelles se décomposent elles de la façon suivante, principalement en lien avec les entités FDE, Cryo Pur, LFDE International et Greenstat :

Charges administratives	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Locations	53 367	42 707
Honoraires	1 136 013	1 003 497
Etudes et recherches	308 796	132 216
Voyages et déplacements	138 011	99 758
Communication	15 833	77 495
Services bancaires	109 320	122 932
Assurances	180 648	185 309
Logiciel et IT	0	11 395
Autres coûts	1 341 622	232 002
Impôts et taxes hors IS	81 090	121 072
Charges de personnel	2 238 088	1 342 524
Actions gratuites	442 654	765 842
Total charges administratives	6 045 441	4 136 750

Les charges administratives du Groupe restent relativement stables. Les charges associées aux actions gratuites ont baissé sur le S1 2025, s'établissant à 443 K€, contre 766 K€ au S1 2024.

2.4. Charges de personnel

Les charges de personnel (inclus en coûts des biens et notamment services vendus et charges administratives) ont augmenté en raison d'une hausse des effectifs (liés à l'intégration de Greenstat) passant de 36 à 48 personnes, hors charges liées aux actions gratuites, à 2,6 M€ sur le premier semestre 2025 (S1 2024 : 1,7 M€).

Charges de personnel	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Salaires bruts	2 243 776	1 187 365
Charges sociales	356 911	529 926
Charge liée aux actions gratuites attribuées	442 654	765 842
Total charges de personnel	3 043 340	2 483 133

La rémunération globale des principaux dirigeants du Groupe est présentée ci-dessous, incluant également les 121 K€ versés à la société NEL.

Rémunération des principaux dirigeants	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Contrat NEL	121 000	121 000
Rémunération J. Moulin	49 209	53 119
Rémunération A. Forcinal	226 646	170 081
Total	396 856	344 200

La charge liée à la rémunération devant être allouée aux membres des Comités de rémunération et d'audit ainsi que du Conseil d'Administration s'élève à 22,5 K€ sur le semestre clos le 31 décembre 2024.

2.5. Autres produits / (charges)

Au 31 décembre 2024, FDE a fixé jusqu'à fin 2026 les prix de vente d'une partie des volumes de gaz et d'électricité attendus, via des instruments dérivés souscrits par LFDE International. Les critères permettant une comptabilisation de couverture au sens d'IFRS 9 au 31 décembre 2024 n'étant pas remplis à ce stade, la variation de juste valeur de ces dérivés a été enregistrée en autres produits et charges opérationnels.

Les autres charges opérationnelles correspondent aux achats effectués par Cryo Pur pour la construction de son unité destinée au projet GNR de Stavanger :

Autres produits / (charges, y compris opérationnelles)	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Changement Equipement - Gazo	0	551 137
Juste valeur des positions ouvertes de couvertures de prix	1 430 530	1 025 519
Achats pour le projet GNR de Stavanger	-2 394 473	
Divers produits / (charges)	455 033	481 991
Total autres produits / (charges)	-508 909	2 058 647

2.6. Dotations nettes sur provisions

Dotations nettes sur provisions	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Provisions pour remise en état de site	-22 059	2 346
Provisions pour litiges	7 210	4 260
Dépréciation des créances et stocks	1 190	15 680
Autres	0	-859
Dotations nettes sur provisions	-13 659	21 427

On ne note aucune dotation ou reprise de provision significative au cours de cette période de 6 mois close au 31 décembre 2024.

2.7. Charges financières

Les éléments constituant les charges financières sont les suivants :

Résultat financier	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Produits financiers	643 796	376 877
Coûts de l'endettement financier brut	-2 586 614	-1 722 812
Autres éléments	-298 036	-48 456
Total résultat financier	-2 240 855	-1 394 391

Le coût de l'endettement financier est constitué des charges d'intérêt et commissions sur les financements du Groupe et a connu une augmentation sur l'exercice clos le 31 décembre

2024, suite aux nouveaux financements liés à la troisième obligation verte contractée avec EDRAM et le nouveau prêt ESG contracté avec Arkéa en juillet 2024.

Les produits financiers sont notamment constitués d'intérêts positifs sur comptes à terme, tandis que les autres éléments contiennent principalement la charge de désactualisation liée aux provisions pour démantèlement et remise en état des sites.

2.8. Impôts courants et différés

En 2024, la charge d'impôt courant correspond à l'impôt payé par le groupe d'intégration fiscale français, l'impôt belge, et l'impôt sur la fortune minimum due par la filiale LFDE International située au Luxembourg.

L'intégration fiscale a été mise en place au 1^{er} juillet 2018 avec FDE comme société tête d'intégration fiscale française, comprenant également les sociétés Gazonor, Gazonor Holding, EG Lorraine, EG NPC et Gazonor Béthune, Cryo Pur et Concorde Energy.

Enfin, aucun changement de taux d'impôt n'est intervenu au cours de l'exercice 2024, les discussions quant à des évolutions potentielles dans la loi de Finance 2025 pour la France n'ayant pas encore été votées et promulguées.

La charge d'impôt de ce semestre et du semestre comparable précédent se décompose de la façon suivante :

Charge d'impôt	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Impôt courant de l'exercice	666 545	1 948 682
Impôt courant	666 545	1 948 682
Variation des impôts différés	-441 439	-538 192
Variation des impôts différés passifs		
Impôts différés	-441 439	-538 192
Total charge d'impôt	225 106	1 410 490

La charge d'impôt représente une provision d'impôt sur les sociétés (IS) pour Gazonor Benelux. En revanche, il n'y a pas d'IS pour les entités françaises qui partagent la convention d'intégration fiscale.

Analyse des impôts différés

Par source d'impôts différés reconnus au bilan, on retrouve principalement les déficits reportables existants ainsi que les droits miniers, de façon similaire à la période précédente :

Ventilation et source des impôts différés au bilan	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Déficits reportables	3 416 829	3 104 987
Actions gratuites	352 319	491 578
Certificats d'Economie d'Energie	18 567	22 755
IFRS 16 - Contrats de location	27 848	30 721
Provision pour engagements retraite	23 504	19 910
Profit latent sur opérations internes	684 698	688 056
Démantèlement Belgique	2 719	473
Impôts différés actifs	4 526 483	4 358 480
Réserves minières	-5 885 163	-5 930 147
Provisions grosses révisions	-582 768	-614 795
IFRS 9 - Instruments Financiers	-427 882	0
Crédit Bail	-37 056	-27 300
Brevets Cryo Pur	-104 616	-147 694
Impôts différés passifs	-7 037 485	-6 719 936
Total impôts différés nets au bilan	-2 511 002	-2 361 456

Les impôts différés sur déficits reportables ont été calculés au niveau de chaque société ou intégration fiscale le cas échéant, en se basant sur les perspectives de recouvrabilité individuelle.

Au 31 décembre 2024, le montant des IDA non reconnus s'élève à 466 K€. Dans les législations concernées, les déficits du groupe sont reportables indéfiniment, avec néanmoins des mécanismes de plafonnement annuels s'appliquant en France et en Belgique.

L'impôt différé passif constaté initialement sur les réserves minières suite à l'allocation du prix d'acquisition par FDE du groupe LFDE International / Gazonor est lui repris annuellement au même rythme que les amortissements sous-jacents.

Rapprochement du taux effectif d'impôt et du taux théorique

Le rapprochement entre le taux d'imposition théorique (taux moyen de 25% en France) et le taux d'imposition effectif constaté dans les états financiers consolidés, s'établit de la façon suivante :

Rapprochement taux effectif d'impôt et taux théorique	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	€	€
Résultat net de l'ensemble consolidé (Impôt sur les sociétés)	1 645 309 225 106	6 163 058 1 410 490
Résultat avant impôt	1 870 415	7 573 548
Taux d'imposition français	25,00%	25,00%
Charge d'impôt théorique	-467 604	-1 893 387
IDA non reconnus sur l'exercice	-465 954	-68 215
Crédit d'impôt recherche	180 170	668 485
Différences permanentes dont ret. IFRS	200 627	-243 101
Déficits utilisés non reconnus précédemment	-40 835	147 045
IDA Gazonor Benelux sur investissements	0	0
Autres (contribution add, variation taux...)	54 597	-21 318
Résultat des entreprises associées	313 893	
Charge d'impôt dans le compte de résultat	-225 106	-1 410 491

3. NOTES ANNEXES AU BILAN

3.1. Écarts d'Acquisition

Écart d'Acquisition	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Cryo	31 274	31 274
EA Greenhill	47 848	47 848
EA Cryopur	4 494 890	4 494 890
EA Greenstat	4 363 231	5 130 959
Total Écart d'Acquisition	8 937 243	9 704 971

Sur l'exercice clos au 30 juin 2021, un écart d'acquisition de 48 K€ avait été constaté en lien avec l'acquisition en février 2021 de **100% de Greenhill SA**, société belge détentrice de la Concession de Monceau-Fontaine, Marcinelle et Nord de Charleroi (N° 038), et ce pour un prix de 203 K€. Aucun écart d'évaluation n'a été constaté dans l'affectation définitive de ce prix d'achat, avec notamment des déficits reportables non reconnus s'élevant à 2,3 M€.

Sur l'exercice clos au 30 juin 2022, un écart d'acquisition complémentaire avait été reconnu dans les comptes consolidés du groupe pour un montant de 5.711 K€, intégralement lié à la prise de contrôle de 94% du capital de **Cryo Pur**, société spécialisée dans le traitement du biogaz et sa liquéfaction en GNR et Bio-CO₂. Cette acquisition avait été réalisée par FDE pour un prix de 2,5 M€ payé en numéraire.

A la date d'arrêté des comptes 2023, l'affectation définitive du prix d'achat avait été finalisée avec la constatation d'impôts différés actifs sur déficits reportables pour 446 K€ et la comptabilisation d'actifs incorporels identifiables pour un montant net d'IDP de 738 K€, portant notamment sur les brevets détenus par Cryo Pur :

- WO 2015 / 173491 « Method and device for liquifying methane » : Ce brevet revendique une pression optimale du point de vue de la minimisation de la consommation d'énergie et est directement utilisé dans les équipements Cryo Pur.
- WO 2016 / 162643 « Method for recovering energy from dry ice at infra-atmospheric pressure » Ce brevet revendique la récupération de la froideur du CO₂ solide par sublimation à une pression infra atmosphérique optimale, avec un gain énergétique est de plus de 15% comparativement à la méthode actuelle.
- EP 20158502.3 « Procédé et dispositif pour assurer le sous-refroidissement de fluides frigorigènes ». Ce brevet est générique pour tous les systèmes de réfrigération, afin d'éviter une perte d'efficacité énergétique. Ce dispositif et cette régulation seront implémentés sur les nouveaux système Cryo Pur.
- FR 21101231 « Extraction de dioxyde de carbone ». Ce brevet concerne le procédé d'extraction du dioxyde de carbone (CO₂) contenu dans du méthane liquide sous pression supérieure à 6 bar.

L'écart d'acquisition résiduel de 4.526 K€ s'explique par les synergies possibles avec les activités existantes de FDE (axées notamment sur la réduction des émissions de CO₂ eq via le captage et la valorisation du gaz de mine) en maximisant la valorisation des importantes réserves de gaz du Groupe, mais aussi par le renforcement du positionnement de FDE sur les marchés stratégiques du gaz vert et du CO₂ en intégrant la technologie Cryo Pur permettant l'épuration et la liquéfaction de tout type de gaz (biogaz, gaz de décharges, gaz de torchère, gaz rares...).

Sur l'exercice clos au 30 juin 2024, un **écart d'acquisition complémentaire** a été reconnu dans les comptes consolidés du groupe **pour un montant de 5.101 K€**, intégralement lié à la **prise de contrôle de 56,3% du capital de Greenstat**, société spécialisée dans le développement de l'hydrogène vert et solaire en Norvège. Cet écart d'acquisition s'explique par les synergies possibles avec les activités existantes de FDE, notamment solaire et hydrogène, mais aussi par le renforcement du positionnement de FDE en Norvège et à l'international. Cette acquisition a été réalisée par FDE pour un prix de 27 MNOK (équivalent à 2,3 M€) payé en numéraire. L'écart d'acquisition a été déterminé à partir de la différence entre le prix d'acquisition des titres de Greenstat et l'augmentation de capital associé et le montant des capitaux propres de cette société à la date d'acquisition.

A la date d'arrêté de ces comptes consolidés semestriels 2025, l'affectation définitive du prix d'achat n'est pas considérée par le groupe comme finalisée, la valeur des actifs et des passifs repris pouvant faire l'objet d'analyse dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition, soit jusqu'au 28 février 2025.

A noter que l'écart d'acquisition d'Agder Hydrogen Hub, le projet de 20 MW d'hydrogène vert de Greenstat, pour un montant de 768 K€, a été affecté aux immobilisations.

Parmi les sujets pouvant conduire à l'identification d'un écart d'évaluation figurent notamment :

- La comptabilisation d'éventuels actifs incorporels identifiables ;
- La constatation d'impôts différés actifs sur déficits reportables, existants pour près de 130 MNOK (équivalent à 11,0 M€) à l'entrée dans le périmètre et non reconnus au 31 décembre 2024.

3.2. Actifs d'exploration

Comme expliqué dans les règles et méthodes comptables, les dépenses comptabilisées en actifs d'exploration dans le bilan consolidé sont constituées de l'ensemble des coûts engagés au titre des phases de prospection et des forages d'exploration.

L'augmentation de ces actifs d'exploration sur le semestre, hors provisions pour remise en état, est surtout liée aux travaux d'entretien courant effectués sur les sites du bassin lorrain (permis Bleue Lorraine) en particulier sur le site de Lachambre.

Au 31 décembre 2024, la valeur nette de ces coûts d'exploration atteint 39,2 M€, comprenant des coûts de remise en état de sites de 1,6 M€.

Les variations de valeurs brutes et nettes entre le 30 juin 2024 et le 31 décembre 2024 se présentent de la façon suivante :

Variations - valeur brute	30 juin 2024	acquisitions	cessions	autres	31 décembre 2024
	€	€	€	€	€
Actifs - PER Bleue Lorraine	35 592 860	137 604			35 730 463
Actifs - autres PER	2 304 133				2 304 133
Actifs - PER Anderlues	469 207				469 207
Provision pour remise en état	1 593 983				1 593 983
Total - valeur brute	39 960 182	137 604	0	0	40 097 786

Variations - amortissements et dépréciations	30 juin 2024	dot. Amort.	dot. Dépréc.	reprises	31 décembre 2024
	€	€	€	€	€
Actifs - PER Bleue Lorraine	0				0
Actifs - autres PER	-303 620				-303 620
Actifs - PER Anderlues	-50 069		-269 723	227 691	-92 102
Provision pour remise en état	-505 636		-61 960	0	-567 596
Total - amortissements et dépréciations	-859 325	0	-331 684	227 691	-963 318
Total - valeur nette	39 100 857	137 604	-331 684	227 691	39 134 468

Par permis exclusif de recherche ou concession, hors provision pour remise en état, les actifs d'exploration nets se composent comme suit :

Permis / concessions	Statuts	31 décembre 2024	30 juin 2024
		€	€
Bleue Lorraine (i)	Concession jusqu'au 1 ^{er} janvier 2040	35 730 463	35 592 860
La Folie de Paris (ii)	Renouvelé jusqu'au 7 août 2021	2 000 513	2 000 513
Poissonnière	Concession jusqu'au 23 décembre 2042		
Désirée	Concession jusqu'au 23 décembre 2043		
Anderlues	Concession jusqu'en 2038	377 105	419 138
Total - actifs d'exploration (valeur nette)		38 108 082	38 012 511

(i) Permis BLEUE LORRAINE

La troisième période du permis exclusif de recherche (« PER ») dit **Bleue Lorraine** expirant le 30 novembre 2018, FDE a effectué une demande de concession le 26 novembre 2018, pour une durée de validité allant jusqu'au 1^{er} janvier 2040. La surface demandée est de 191 km², incluant totalement 6 communes et partiellement 34 communes.

Une décision implicite de rejet de la demande de concession Bleue Lorraine est née le 11 juin 2022. Une Requête contestant le rejet implicite de la demande de concession Bleue Lorraine a été déposée le 12 juillet 2022 au Tribunal Administratif de Strasbourg, puis FDE a lancé un référé suspensif pour forcer le Ministre chargé des mines de produire ses observations dans les plus brefs délais (avec astreinte de 5.000 € par jour).

Par arrêté en date du 26 avril 2023, le Ministre en charge des mines a rejeté la demande de concession Bleue Lorraine. FDE a introduit une requête reprenant les éléments déjà invoqués et venant répondre aux motifs avancés par l'administration pour rejeter la demande de concession Bleue Lorraine. Par une décision en date du 4 juillet 2023, le Tribunal administratif a considéré que FDE avait suffisamment justifié ses capacités techniques pour extraire le gaz de couche et a démontré le caractère exploitable du gisement.

Le tribunal a donc annulé l'arrêté du 26 avril 2023 et enjoint l'État d'accorder à FDE la concession Bleue Lorraine sous trois mois, sous astreinte de 500 € par jour de retard. **Par arrêté ministériel du 20 novembre 2023, la concession Bleue Lorraine a été octroyée à la société FDE.** Ce décret a été publié au Journal officiel de la République française le 22 novembre 2023.

L'État a interjeté appel du jugement rendu le 25 juillet 2023 par le tribunal administratif de Strasbourg. Le recours devant le Conseil d'État n'a pas davantage d'effet suspensif. FDE demeure donc titulaire de la concession Bleue Lorraine.

(ii) Permis LA FOLIE DE PARIS

Par un arrêté du 23 juillet 2008, la société Renouveau Energie Ressources s'est vu octroyer le permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux « La Folie de Paris » pour une durée initiale de 3 ans. Ce permis a fait l'objet d'une mutation au profit de la société Concorde Energie Paris par un arrêté du 10 octobre 2014.

Par le même arrêté du 10 octobre 2014, la durée de validité du permis La Folie de Paris a été prolongée une première fois pour une durée de 5 ans jusqu'au 7 août 2016. Par un arrêté du 31 janvier 2018, elle a été prolongée une seconde fois pour la même durée jusqu'au 7 août 2021.

Par une demande du 1^{er} avril 2021, la société Concorde Energie Paris a sollicité la prolongation exceptionnelle de son permis La Folie de Paris pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 7 août 2024. Cette demande a été implicitement rejetée le 2 octobre 2022. Le rejet a été ultérieurement confirmé par une décision du 3 octobre 2023.

Par une requête enregistrée le 8 mars 2023 devant le tribunal administratif de Strasbourg, la société Concorde Energie Paris a sollicité l'annulation du rejet de sa demande de prolongation.

Cette affaire a été audenciée le 6 mars 2025 et devrait donner lieu à un jugement d'ici la fin du mois de mars 2025.

3.3. Droits miniers

Les droits miniers constatés depuis l'acquisition par le Groupe de l'ensemble LFDE International / Gazonor font l'objet d'un amortissement annuel à l'unité de production, et ce en rapportant les quantités de gaz produites par les différents sites de Gazonor aux quantités de réserves détenues en début d'exercice.

Droits miniers	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Hauts-de-France - Valeur brute	25 366 331	25 366 331
Hauts-de-France - Amort. et dépréciations cumulés	-1 817 032	-1 734 370
Anderlues - Valeur brute	155 040	155 040
Anderlues - Amort. et dépréciations cumulés	-36 177	-34 770
Droits miniers - valeur nette à la clôture	23 668 162	23 752 231

Au cours du semestre clos le 31 décembre 2024, un amortissement de 82,7 K€ a ainsi été constaté, sur base d'une production semestrielle de 1,14 BCF pour un volume de réserves de type 2P qui s'élevait à 326,06 BCF en début d'exercice.

Ces quantités de réserves sont établies sur la base du rapport provenant de DMT mis à jour le 4 janvier 2022, en tenant compte du coefficient existant entre les quantités potentielles de production de pur méthane et celles de gaz mixte. La Direction du Groupe a également apprécié à la clôture la capacité de production sur la durée des concessions détenues.

Variations - valeur brute	30 juin 2024	acquisitions	cessions	autres	31 décembre 2024
	€	€	€	€	€
Terrains	509 623	0			509 623
Constructions	3 910 038	46 302	74 180	-1 196 589	2 833 930
Installations et outillages industriels	33 178 434	2 205 077	-1 851		35 381 660
Autres immobilisations corporelles	76 900	415 673	-16 985		475 587
Immobilisations en cours	12 913 931	7 115 380		-69 837	19 959 474
Droits d'utilisation - IFRS 16	9 796 830	3 539 800			13 336 630
Total - valeur brute	60 385 756	13 322 232	55 343	-1 266 426	72 496 904
Variations - amortissements et dépréciations	30 juin 2024	acquisitions	cessions	autres	31 décembre 2024
	€	€	€	€	€
Terrains	-15 493	0			-15 493
Constructions	-702 441	-20 568			-723 009
Installations et outillages industriels	-9 894 937	-3 563 556			-13 458 494
Autres immobilisations corporelles	-91 307	-8 978			-100 285
Immobilisations en cours	0	0			0
Droits d'utilisation - IFRS 16	128 946				128 946
Total - amortissements et dépréciations	-10 575 233	-3 593 102	0	0	-14 168 335
Total - valeur nette	49 810 523				58 328 570

Sur le site d'Anderlues, mis en service fin avril 2019, la valeur brute de 155 K€ correspond à l'actif de contrepartie de la provision pour démantèlement telle que constatée et mise à jour au 31 décembre 2024, actif amorti à l'unité de production.

3.4. Autres immobilisations corporelles

Durant le premier semestre 2025, FDE a continué sa politique d'investissements avec près de 10,5 M€ investis (hors variation des dettes sur immobilisations), renforçant son positionnement unique grâce au déploiement de solutions énergétiques locales bas carbone en France, et notamment les dépenses associées aux 4 cogénérations supplémentaires qui seront installées sur 2025 (pour près de 2,5 M€ d'investissements sur le semestre), et à la construction de la nouvelle unité de production de GNR de 100 GWh par an à Stavanger, pour 5,3 M€ d'investissements sur le semestre.

Enfin, en lien avec les contrats de bail conclu par la société Cryo Pur pour des locaux situés à Wissous (Île-de-France), par FalkenSun pour son terrain situé à Tritteling et Cellcius pour son terrain situé à Creutzwald, des droits d'utilisation sont reconnus depuis l'exercice 2023 conformément à la norme IFRS 16.

3.5. Créances clients et autres actifs courants

Créances clients et autres actifs courants	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Créances clients et comptes rattachés	5 858 259	3 777 675
Autres actifs courants	8 736 366	9 618 213
Charges constatées d'avance et étalées	481 794	413 310
Total créances clients et autres actifs courants	15 076 419	13 809 198

Le solde client est constitué au 31 décembre 2024 des factures du mois de décembre émises envers les clients Axpo, EDF Obligations d'Achats, Electrabel, SAVE, Engie, Dalkia, SAVE et Primeo.

Les autres créances concernent principalement des créances de TVA déductible ainsi que des créances sociales et fiscales.

3.6. Trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie - nette	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Comptes bancaires	49 512 820	47 595 437
Part "liquidité" du contrat de liquidité	56 348	171 347
Total trésorerie nette	49 569 169	47 766 784

3.7. Capital social et primes

Au 31 décembre 2024, le capital social de FDE s'élève à 5.280 K€ et se divise en 5.280.010 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,00 € chacune, entièrement libérées.

Sur le semestre, 48.125 nouvelles actions ont été émises suite à l'attribution définitive des actions gratuites attribuées aux bénéficiaires du septième plan mis en œuvre en 2022. Cette augmentation de capital s'est faite par incorporation de primes d'émission, suite à la constatation par le Président le 1^{er} juillet 2024 de l'attribution définitive des actions gratuites à leurs bénéficiaires.

Les primes d'émissions pour un montant de 44 M€ représentent la différence, constatée au cours de l'exercice 2016, entre l'ensemble des primes d'émission liées aux opérations

d'introduction en bourse du Groupe et de conversion des obligations précédemment émises.

3.8. Paiements fondés sur des actions / actions gratuites

L'Assemblée générale en date du 23 mars 2016 avait autorisé le Conseil d'Administration de procéder à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés et dirigeants mandataires sociaux du Groupe, et ce dans la limite de 5% du capital social, délégation renouvelée par l'Assemblée générale du 29 novembre 2019, puis lors du 30 novembre 2021 et du 30 novembre 2023 selon les mêmes conditions. Cette distribution d'actions gratuites doit se faire par l'intermédiaire d'une opération d'augmentation de capital par incorporation de réserves ou primes.

Les premier, second, troisième, quatrième, cinquième ainsi que le sixième plan ont donné lieu à des attributions définitives au cours des exercices précédents.

Le septième plan a donné lieu à l'attribution définitive de 48.125 actions au cours du semestre écoulé suite à la constatation par le Président le 1^{er} juillet 2024 de l'atteinte des conditions prévues au plan mis en place en 2022.

Le Conseil d'Administration du 30 juin 2023 a procédé à la mise en œuvre du huitième plan conformément au règlement du plan et l'attribution de 11.902 actions gratuites à 26 bénéficiaires.

Le Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 2024 a procédé à la mise en œuvre du neuvième plan conformément au règlement du plan et l'attribution de 74.129 actions gratuites à 30 bénéficiaires.

La répartition des actions gratuites attribuées dans le cadre des deux plans encore en cours au 31 décembre 2024 est présentée ci-dessous :

Plans d'actions gratuites	Nombre d'actions initialement attribuées	Nombre d'actions au 31 décembre 2024	Juste valeur (cours)
30 juin 2023	11 902	11 902	48,3
1 ^{er} juillet 2024	74 129	74 129	32,1

Ces actions gratuites seront attribuées définitivement aux bénéficiaires dans les deux ans à compter de leur date d'attribution initiale, à la condition que ces bénéficiaires conservent leur fonction au sein du Groupe pendant cette durée, et que les autres conditions déterminées dans le cadre de ce plan d'actions gratuites soient respectées.

En application de la norme IFRS 2, les avantages accordés dans le cadre de ce plan sont comptabilisés en frais de personnel.

Dans le cadre de ce plan d'actions gratuites destiné à tous les salariés et dirigeants mandataires sociaux, la valeur unitaire des actions est basée sur le cours de l'action à sa date d'attribution, avec prise en compte de l'évolution de l'effectif salarial bénéficiaire. La comptabilisation de la charge correspondante se répartit sur toute la durée d'acquisition des droits attachés à ces actions et ce à compter de la date d'attribution, c'est à dire la date à laquelle les bénéficiaires sont considérés comme en avoir été pleinement informés.

La charge constatée sur le premier semestre 2025 s'élève à 443 K€, valorisée sur base des cours de l'action à la date d'attribution, comparé à 766 K€ sur le S1 2024.

3.9. Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières du Groupe au 31 décembre 2024 sont les suivants :

Prêt bancaire – Gazonor SAS et Bpifrance Financement

Emprunt souscrit par la société Gazonor auprès de Bpifrance Financement en date du 22 octobre 2019 et ce pour un montant nominal de 1,34 M€, visant au refinancement des coûts engagés pour l'acquisition des trois moteurs électriques de type Siemens installés sur le site d'Avion. Cet emprunt présente une maturité de 6 ans avec remboursement linéaire mensuel, pour un taux d'intérêt fixe de 1,5% par an.

Prêt Garantie par l'Etat – Gazonor SAS et LCL et Société Générale

À la suite de la crise sanitaire du COVID-19 et la baisse des prix du gaz et de l'électricité en Belgique, la société Gazonor a obtenu en juin 2020 un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 1,6 M€ afin de renforcer sa trésorerie, notamment pour l'accompagnement de ses développements futurs. Cet emprunt octroyé par le LCL et la Société Générale porte un taux d'intérêt de 0,25 % et a une durée de vie de 12 mois avec une option d'amortissement pouvant s'étendre jusqu'à 5 ans.

En date du 20 mai 2021 et 15 avril 2021, des avenants aux prêts ont été signés avec le LCL et la Société Générale respectivement pour étendre la maturité du prêt à 5 ans avec un début de remboursement après franchise d'un an.

Crédit-bail immobilier – FDE et Finamur (LCL)

Crédit-bail immobilier conclu le 21 octobre 2019 entre la société FDE et la société Finamur par acte notarié, et portant sur une enveloppe globale d'investissement de 940 K€ afin de construire un ensemble des bureaux et entrepôts sur la zone d'activité de Pontpierre / Faulquemont. L'achèvement a été réalisé fin 2020 et la société a pris possession des locaux au 3 décembre 2020.

Ce crédit-bail prévoit une maturité de 12 ans, avec une possibilité pour FDE de lever par anticipation l'option d'achat à l'issue d'une période de location de 7 ans, le prix de cette levée d'option en fin de contrat étant fixé à 94 K€.

Financement de Projet – Cellcius SAS et Caisse d'Epargne

Un emprunt a été souscrit par Cellcius auprès de La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe en date du 15 décembre 2020 et ce pour un montant nominal de 1,3 M€, visant au refinancement des coûts engagés pour la construction du champ solaire thermique à Creutzwald. Cet emprunt présente une maturité de 20 ans avec un remboursement trimestriel à partir d'Avril 2021, pour un taux d'intérêt de Livret A +1 % par an, soit 4 % au 31 décembre 2024.

Ce prêt est assorti d'un ratio financier à respecter par la production d'une attestation de conformité remise avec les états financiers annuels : Ratio DSCR : ratio de couverture du service de la dette, correspondant au rapport « cash-flow disponible / service de la dette », ce dernier devant rester supérieur à 1,15.

Prêt participatif – Gazonor Béthune SAS

Prêt participatif de 5,5 M€ souscrit par Gazonor Béthune SAS auprès de 1 708 prêteurs,

afin de financer une partie des fonds propres mobilisés par le Groupe pour son projet de production à Béthune. Près de 40% des fonds levés viennent des habitants de la Région des Hauts-de-France démontrant à nouveau la pertinence du modèle de circuits courts promu par FDE. Les tickets unitaires investis s'échelonnent entre 100 € et 500.000 €.

Cette collecte divisée en deux campagnes distinctes de 2,25 M€, a dépassé son objectif initial en 2 mois de collecte. 55.000 obligations, d'une valeur nominale de 100 € chacune, ont ainsi été souscrites en février 2021.

Ce financement présente une maturité de 4 ans et un taux d'intérêt fixe de 4,75 % par an. Ce prêt bénéficie de la garantie de FDE pendant la durée du financement.

Prêt participatif – EG NPC SAS

Prêt participatif de 3,3 M€ souscrit par EG NPC SAS auprès de 489 prêteurs et la Nef, coopérative bancaire éthique qui offre des solutions de crédit orientées exclusivement vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle, pour 1 M€, afin de financer son projet de construction de deux unités de cogénérations sur le site historique d'Avion.

33.000 obligations, d'une valeur nominale de 100 € chacune, ont ainsi été souscrites en juin 2021.

Ce financement présente une maturité de 5 ans et un taux d'intérêt fixe de 4,75 % par an. Ce prêt bénéficie de la garantie de FDE pendant la durée du financement.

Leasing – Gazonor Benelux et ING

Emprunt obtenu par la société Gazonor Benelux auprès de ING Equipment Lease Belgium, signé le 28 juillet 2021. Cet emprunt atteint un montant nominal de 2,9 M€ et porte sur le refinancement des deux cogénérations du site d'Anderlues, y compris un ensemble des coûts incorporels engagés, initialement financés par la banque Triodos. La maturité de cet emprunt est de 8 ans à compter du 29 juillet 2021, via échéances trimestrielles, avec un taux d'intérêt fixe de 1,6 % par an et une option d'achat d'1 % du montant de l'investissement.

Outre les garanties données par le Groupe et présentées en note 4.3 de cette annexe, les conditions particulières suivantes sont notamment attachées à ce prêt bancaire, un compte de réserve de 9 mois de loyers est constitué sur 2 ans pour 269 K€ et représente un compte monétaire bloqué dans les livres d'ING servant pour la réserve du service de la dette et ce jusqu'au complet remboursement de l'emprunt.

Ce prêt est assorti d'un ratio financier à respecter, le ratio DSCR (ratio de couverture du service de la dette, correspondant au rapport « cash-flow net / total service de la dette ») devant rester supérieur à 1,05.

Un contrat similaire a été signé pour un nouveau leasing financier de 6,3 M€ avec ING pour couvrir les besoins d'investissements des trois nouvelles cogénérations de la phase 2 d'Anderlues.

Obligations vertes – LFDE International SARL et EDRAM (tranche 1)

Emprunt obligataire de 40 M€, souscrit le 15 septembre 2021 par Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited (EDRAM) pour LFDE International et le développement du portefeuille du groupe d'énergie bas carbone en France et en Belgique, y compris le gaz de mine et le photovoltaïque.

Cet emprunt a une maturité de 7 ans (NC4) et est composé d'une première tranche de 25

M€ qui a été mise à disposition, et d'une deuxième tranche optionnelle de 15 M€. Le taux d'intérêt est de 6 % initialement, réduit à 5,5 % quand le groupe atteint 15 M€ d'EBITDA.

Cet emprunt est assorti de ratios financiers à respecter par la production d'une attestation de conformité remise avec les états financiers annuels et semestriels :

- Ratio DSCR consolidé : ratio de couverture du service de la dette, correspondant au rapport « cash-flow disponible pour le service de la dette / total service de la dette », ce dernier devant rester supérieur à 1,05.
- Ratio Dette Nette consolidée : ratio correspondant au rapport « dette nette du groupe emprunteur / EBITDA consolidé », ce dernier devant rester inférieur à 4,9 jusqu'au 31 décembre 2025 et 4,2 après.
- Ratio Couverture d'Intérêt : ratio correspondant au rapport « EBITDA consolidé / charges d'intérêts consolidés » montant total du solde de l'emprunt restant dû », ce dernier devant rester supérieur à 2,8.
- Ratio Loan-to-Value groupe : ratio correspondant au rapport « dette nette du groupe / la sommes des capitaux propres consolidés et de la dette nette consolidée) », ce dernier devant rester inférieur à 55 %.

Obligations vertes – LFDE International SARL et EDRAM (tranche 2)

Emprunt obligataire de 20 M€, souscrit le 23 septembre 2022 par Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited (EDRAM) pour LFDE International et le développement du portefeuille du groupe d'énergie bas carbone en France et en Belgique, y compris le gaz de mine et le photovoltaïque.

Cet emprunt a une maturité de 7 ans (NC4) Le taux d'intérêt est de 6% initialement, réduit à 5,5% quand le groupe atteint 25 M€ d'EBITDA.

Cet emprunt est assorti de ratios financiers à respecter par la production d'une attestation de conformité remise avec les états financiers annuels et semestriels :

- Ratio DSCR consolidé : ratio de couverture du service de la dette, correspondant au rapport « cash-flow disponible pour le service de la dette / total service de la dette », ce dernier devant rester supérieur à 1,05.
- Ratio Dette Nette consolidée : ratio correspondant au rapport « dette nette du groupe emprunteur / EBITDA consolidé », ce dernier devant rester inférieur à 4,9 jusqu'au 31 décembre 2025 et 4,2 après.
- Ratio Couverture d'Intérêt : ratio correspondant au rapport « EBITDA consolidé / charges d'intérêts consolidés » montant total du solde de l'emprunt restant dû », ce dernier devant rester supérieur à 2,8.
- Ratio Loan-to-Value groupe : ratio correspondant au rapport « dette nette du groupe / la sommes des capitaux propres consolidés et de la dette nette consolidée) », ce dernier devant rester inférieur à 55%.

Obligations vertes – LFDE International SARL et EDRAM (tranche 3)

Emprunt obligataire de 60 M€, souscrit le 1^{er} mai 2024 par Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited (EDRAM) pour LFDE International et le développement du portefeuille du groupe d'énergie bas carbone en France et en Belgique, y compris le gaz de mine et le photovoltaïque. 20M€ de cette tranche ont été tirés au 31 décembre 2024.

Cet emprunt a une maturité de 4 ans (NC4) Le taux d'intérêt est de 6% initialement, réduit de 3,2% quand le groupe atteint 37,5 M€ d'EBITDA.

Cet emprunt est assorti de ratios financiers à respecter par la production d'une attestation de conformité remise avec les états financiers annuels et semestriels :

- Ratio DSCR consolidé : ratio de couverture du service de la dette, correspondant au rapport « cash-flow disponible pour le service de la dette / total service de la dette », ce dernier devant rester supérieur à 1,05.
- Ratio Dette Nette consolidée : ratio correspondant au rapport « dette nette du groupe emprunteur / EBITDA consolidé », ce dernier devant rester inférieur à 4,5 jusqu'au 31 décembre 2025 et 3,9 après.
- Ratio Couverture d'Intérêt : ratio correspondant au rapport « EBITDA consolidé / charges d'intérêts consolidés » montant total du solde de l'emprunt restant dû », ce dernier devant rester supérieur à 3,2.
- Ratio Loan-to-Value groupe : ratio correspondant au rapport « dette nette du groupe / la sommes des capitaux propres consolidés et de la dette nette consolidée) », ce dernier devant rester inférieur à 50%.

Prêts bancaires – Cryo Pur et Bpifrance Financement

Avance remboursable d'un montant en principal de 170 K€, octroyé le 27 juillet 2016, et remboursable en 17 échéances trimestrielles, soit jusqu'au 31 mars 2023.

Prêt amorçage d'un montant en principal de 400 K€ mis à disposition le 30 septembre 2015, au taux de 4,73%, remboursable en 34 échéances trimestrielles jusqu'au 31 mars 2024.

Cryo Pur a obtenu de la banque un accord sur le réaménagement des concours avec une période de franchise d'amortissement du capital de 12 mois ayant pris fin en septembre 2023, avec une maturité au 31 mars 2025 et 31 mars 2026 respectivement.

Prêt Garantie par l'Etat – Cryo Pur et Société Générale

Prêt garanti par l'Etat octroyé le 9 juillet 2020 d'un montant de 200 K€ à Cryo Pur, au taux d'intérêt de 1,25%, avec une franchise en capital d'une durée initiale de 12 mois, prorogée de 12 mois complémentaire suivant option de la Société du 2 avril 2021 prévoyant un apurement intégral au mois d'octobre 2022.

Cryo Pur a obtenu de la banque un accord sur le réaménagement du PGE avec une franchise complémentaire du remboursement du capital d'une durée de 12 mois ayant pris fin en août 2023 et une maturité au 9 juillet 2028.

Prêt « Impulse » - Gazonor et Arkéa

Prêt « Impulse » de 5,8 M€ de 5 ans octroyé le 4 octobre 2023 par Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, afin de refinancer les 4 unités de cogénérations installées à Lens et Avion, et dont les fonds peuvent être déployés par le Groupe pour sa croissance. Le taux d'intérêt est de 4,04%.

Prêt « PACT Trajectoire ESG » - FDE et Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels

Prêt « PACT Trajectoire ESG » de 7 M€ de 5 ans octroyé le 25 juillet 2024 par Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, avec un taux d'intérêt de 4,76% et une bonification pouvant atteindre jusqu'à 20 % d'économie sur les frais financiers, si FDE améliore ses performances ESG suivant des critères prédéterminés.

En tenant compte de ces financements, la dette financière courante et non-courante du Groupe au 31 décembre 2024 se décompose ainsi :

Dettes financières courantes et non courantes	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Emprunt obligataire	65 000 000	55 000 000
Crédit bancaire	21 724 421	18 295 181
Avances BPI Export	14 625	14 625
Dettes de locations IFRS 16 (dont crédit-bail)	2 284 392	2 421 505
Frais d'émission	-836 938	-936 487
Dettes financières non courantes	88 186 500	74 794 824
Emprunt obligataire	0	0
Crédit bancaire	6 131 677	5 679 853
Dettes sur factoring	334 139	336 512
Dettes de locations IFRS 16 (dont crédit-bail)	333 208	376 339
Frais d'émission	-18 504	-38 163
Dettes financières courantes	6 780 520	6 354 541
Total dettes financières	94 967 020	81 149 365

La dette sur factoring correspond aux créances cédées avec recours dans le cadre du contrat de factoring clients au 31 décembre 2024 pour 334 K€.

Conformément aux dispositions requises par IAS 7.44A et B relatives aux variations des passifs issus des activités de financement, nous présentons ci-dessous la variation des dettes financières entre le 30 juin 2024 et le 31 décembre 2024, soit 14.439.013 €, décomposée entre mouvements ne donnant pas lieu à des flux de trésorerie et mouvements de trésorerie, avec rapprochement aux flux de trésorerie présentés dans le tableau de flux de trésorerie.

Flux S1 2025	Cash	Non-cash	Solde flux
	€	€	
Emprunt obligataire	10 000 000	0	10 000 000
Crédit bancaire	4 073 085	-192 021	3 881 064
Frais d'émission	-35 000	154 208	119 208
Dettes de location IFRS 16	-33 415	-146 829	-180 244
Dettes sur factoring	-2 373		-2 373
Sous-total flux	14 002 298	(184 642)	13 817 656
Apport en capital sur filiales	211 345		
Rachat d'actions propres	-1 000 000		
Intérêts payés	-2 553 173		
Total Flux de trésorerie financement (TFT)	10 660 470		

4. AUTRES NOTES D'INFORMATION

4.1. Flux de trésorerie

La variation du besoin en fonds de roulement au cours des premiers semestres des exercices 2025 et 2024 présentés dans le tableau des flux de trésorerie s'analysent de la façon suivante :

Variation du BFR	31 décembre 2024	30 juin 2024
	€	€
Stocks	1 263 081	-297 882
Créances clients	-2 080 583	1 501 558
Dettes fournisseurs	-4 237 387	7 018 060
Autres actifs d'exploitation, retraitements	-69 674	-618 511
Variation du BFR d'exploitation	-5 124 564	7 603 225
Autres actifs	880 981	-7 366 537
Autres passifs	1 242 912	963 672
Variation du BFR - autres actifs et passifs	2 123 893	-6 402 865
Variation du BFR global	-3 000 671	1 200 360

4.2. Engagements sur contrats de location

Contrats de location immobilière hors champ de la norme IFRS 16

FDE est engagée dans des contrats de bail portant sur des terrains et parcelles situées en région Lorraine, conclu avec des propriétaires particuliers et ce pour de très longues durées (échéance maximale 2091) avec néanmoins possibilité de dénonciation.

Les engagements correspondants s'élevant à 2.406 K€ sur l'ensemble de la durée possible de location, sans évolution significative par rapport au 30 juin 2024 (2.484 K€).

4.3. Autres engagements

Engagements sur dettes financières

Les dettes financières courantes et non-courantes accordées au Groupe au 31 décembre 2024 présentent les engagements et garanties suivantes :

Crédit bancaire Bpifrance Financement (1,34 M€) :

- Gage de meubles corporels sans dépossession par Gazonor au profit de Bpifrance en premier rang du matériel financé, à savoir trois moteurs électriques de type Siemens 1LA 690V 1500 TR/MIN et système de variation électronique de vitesse Siemens G150 12 pulses 690V installés sur le site d'Avion.
- Caution solidaire donné par FDE à hauteur de 1,34 M€ pendant toute la durée de financement.
- Participation en risque de la garantie Bpifrance Financement à hauteur de 40% dans le cadre du fonds national de garantie « Développement Cas/Cas 2019 ».

Leasing financier ING (2,9 M€) pour le projet Anderlues 1 :

- Prise en gage du solde créditeur du DSRA.
- Nantissement au profit d'ING de toutes les créances résultant du fonctionnement du projet, soit et sans y être limité : le permis d'exploitation, le contrat de vente d'électricité

et de certificats verts, le contrat de service et de maintenance, les polices d'assurance.

- Engagement de poursuite de location de FDE en cas de défaut de Gazonor Benelux et à la première demande d'ING.

Leasing financier ING (6,01 M€) pour le projet Anderlues 2 :

- Prise en gage du solde créditeur du DSRA.
- Nantissement au profit d'ING de toutes les créances résultant du fonctionnement du projet, soit et sans y être limité : le permis d'exploitation, le contrat de vente d'électricité et de certificats verts, le contrat de service et de maintenance, les polices d'assurance.
- Engagement de poursuite de location de FDE en cas de défaut de Gazonor Benelux et à la première demande d'ING.

Crédit-bail Finamur :

- Nantissement au profit du bailleur, soit la société Finamur, des éléments incorporels résultant à son profit du contrat de crédit-bail et le bénéfice de la promesse de vente tel qu'il est stipulé dans le contrat notarié. Au moyen de ce nantissement, Finamur aura et exercera sur les différents éléments du crédit-bail tous les droits, actions et privilèges conférés par la loi aux créanciers nantis.

Crédit bancaire La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe (1,3 M€) :

- Hypothèque du Bail Emphytéotique du terrain d'assiette des installations
- Gage sans dépossession sur les équipements et matériels de la centrale
- Cession de créances professionnelles (convention de fourniture de chaleur, contrat de service, contrat d'assurance)
- Nantissement de comptes titres financiers des actionnaires
- Gage espèce DSCRA (3 mois du service de la dette)
- Blocage des comptes courants d'associés ouvert dans les livres de l'Emprunteur à hauteur d'un montant de 700.000 €.

Emprunt obligataire EDRAM (25+20+60 M€) :

- Suretés sur les comptes bancaires dédiés de LFDE International et des sociétés financées par les obligations (Gazonor Benelux, Greenhill, FalkenSun, EG NPC et Askjenergy au 31 décembre 2024)
- Suretés sur les titres des sociétés financées par les obligations (Gazonor Benelux, Greenhill, FalkenSun, EG NPC et Askjenergy au 31 décembre 2024)
- Suretés sur les prêts intragroupe dédiés entre LFDE International et les sociétés financées par les obligations (Gazonor Benelux, Greenhill, FalkenSun, EG NPC et Askjenergy au 31 décembre 2024)

Prêt « Impulse » Arkéa (5,8 M€) :

- Cession dailly sur des créances sur Electricité de France obligations d'achat / redevances sur les contrats de vente obligations d'achat

Prêt « PACT Trajectoire ESG » Arkéa (7 M€) :

- Cession dailly sur des créances sur Electricité de France obligations d'achat / redevances sur les contrats de vente obligations d'achat

Engagements financiers sur permis

Le tableau ci-dessous décrit les engagements financiers souscrits par le Groupe à l'égard de trois principaux permis actuellement détenus par le Groupe et présentant des investissements et frais d'exploration comptabilisés au 31 décembre 2024 :

Engagements sur Permis Exclusifs de Recherche	Engagements financiers initiaux	Investissements réalisés	Engagements résiduels
	€	€	€
Bleue Lorraine	7 700 000	35 730 463	<i>néant</i>
Bleue Lorraine Sud	7 250 000	303 573	6 946 427
La Folie de Paris	5 400 000	2 000 513	3 399 487

Chaque permis d'exploration accordé au Groupe comprend des engagements financiers en termes de dépenses d'exploration devant être engagées au cours de la durée du permis et servant d'éléments d'appréciation à un potentiel renouvellement de la part de l'Etat. Par ailleurs, il est important de préciser que les dépenses comptabilisées sur le PER de Bleue Lorraine concernent également des études sur les architectures de puits, la qualité et résistance d'équipements et d'outils de forage et les caractéristiques des charbons lorrains qui peuvent être utiles pour le PER Bleue Lorraine Sud.

4.4. Engagements d'achat d'immobilisations corporelles

Le montant des engagements au 31 décembre 2024 sur commandes fermes (notamment pour les développements du groupe à venir) est de 8,3 M€ HT.

4.5. Parties liées

Dans le cadre de ses activités, le Groupe FDE est engagé dans un certain nombre de transactions avec des personnes ou entités considérées comme étant des parties liées sur le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les montants découlant de ces transactions et comptabilisés dans les états financiers consolidés sont présentés ci-dessous :

Transactions conclues avec des parties liées	31 décembre 2024
	€
Prestations NextGen Energy Limited	121 000
Prestations de services - charge	121 000

Relations avec les parties liées

Depuis le 1^{er} juillet 2016, un contrat de prestation de services existe entre LFDE International et la société NEL, holding personnelle du Président de FDE, portant sur la promotion des activités de la Société notamment auprès des instances de l'Union Européenne et sur la recherche d'opérations de croissance externe et de financements. En contrepartie de ces services, LFDE International verse à la société NEL des honoraires d'un montant annuel de 242 K€.

Sur l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Groupe a constaté une charge liée aux prestations facturées par NEL de 121 K€.

La rémunération globale des membres du Comité de Direction et du Conseil d'Administration du Groupe est présentée en note 2.4 de cette annexe.

La charge liée à la rémunération devant être allouée aux membres des Comités de rémunération et d'audit ainsi que du Conseil d'Administration s'élève à 22,5 K€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2024

4.6. Risque de liquidité, échéances des actifs et passifs

L'exposition du Groupe FDE au risque de liquidité peut être appréciée d'une part par le rapport de ses actifs courants sur ses passifs courants et d'autre part au regard de sa dette financière à moins d'un an, nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

La Direction Générale du Groupe revoit régulièrement ses options de financement pour faire en sorte que la continuité d'exploitation soit assurée, en considération notamment de ses échéances d'actifs et passifs.

Le paragraphe « B/ Continuité d'exploitation » de la note 1.2 de la présente annexe aux comptes consolidés indique les différents éléments justifiant de cette continuité à la date de préparation des états financiers du Groupe pour ce premier semestre 2025.

Le tableau ci-dessous présente les échéances des actifs et passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2024 et au 30 juin 2024 :

Échéances actifs et passifs - 31 décembre 2024	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
	€	€	€	€
Actifs financiers non courants		258 245	1 209 133	1 467 378
Créances clients	5 858 259			5 858 259
Autres créances, dont CCA	9 218 160			9 218 160
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 569 169			49 569 169
Dettes financières (hors frais étalés)	-6 780 520	-66 907 881	-21 278 619	-94 967 020
Dettes fournisseurs	-8 607 044			-8 607 044
Autres passifs	-3 921 551	-2 132 704		-6 054 255
Montants nets par échéance - 31 décembre 2024	45 336 472	-68 782 340	-20 069 486	-43 515 354

Échéances actifs et passifs - 30 juin 2024	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
	€	€	€	€
Actifs financiers non courants		607 380	706 381	1 313 761
Créances clients	3 777 675			3 777 675
Autres créances, dont CCA	10 031 523			10 031 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 618 325			47 618 325
Dettes financières (hors frais étalés)	-6 354 541	-43 171 396	-31 623 428	-81 149 365
Dettes fournisseurs	-12 917 400			-12 917 400
Autres passifs	-2 195 950	-2 153 035		-4 348 984
Montants nets par échéance - 30 juin 2024	39 959 632	-44 717 051	-30 917 046	-35 674 465

Le montant des dettes fournisseurs au 31 décembre 2024 se compose principalement du litige vis-à-vis de la société Entrepose Drilling, de dettes fournisseurs Askjenergy pour le développement de son unité de GNR et Bio-CO₂ à Stavanger et de nouvelles dettes fournisseurs Greenstat, en cours de restructuration.

4.7. Litiges et procédures juridiques en cours

À la date de préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le Groupe est engagé dans divers litiges et procédures.

(i) Litige ENTREPOSE DRILLING

Un litige oppose La Française de l'Energie à la société Arverne Drilling SAS (anciennement dénommée Entrepose Drilling SAS) et concerne les services de forage et les prestations facturées par cette société pour la campagne de forage de Lachambre fin 2016 et début 2017. FDE considère que les déficiences du matériel de forage mis en œuvre par Arverne Drilling n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés pour ce forage et que ces déficiences ont retardé la campagne de forage de FDE et lui ont causé un préjudice important qui justifie la suspension du paiement des dernières factures relatives à ce forage.

Arverne Drilling conteste cette position de FDE et avait engagé une procédure de référé pour obtenir le paiement de ces factures ainsi que d'indemnités de résiliation du contrat signé avec FDE en soutenant que FDE a pris l'initiative de la rupture de ce contrat. Le montant total demandé se montait à 3.040.879 € hors taxes. FDE contestait ce fait, imputant la résiliation de ce contrat à Arverne Drilling elle-même. Le 8 septembre 2017, le Tribunal de commerce de Paris, statuant en la forme des référés, a condamné FDE à payer à Arverne Drilling la somme de 983.820 € hors taxes, décision exécutée.

Arverne Drilling a engagé un contentieux au fond devant le Tribunal de commerce de Paris pour les factures dont le paiement a été rejeté par le Tribunal statuant en la forme des référés, portant sur un solde de factures de 2.067.104 € hors taxes. FDE a formulé quant à elle une demande reconventionnelle pour l'indemnisation des préjudices du fait des déficiences des prestations de forage fournies par Arverne Drilling et de la résiliation abusive par cette dernière du contrat la liant à FDE.

FDE, sur base d'un rapport de l'expert M. Pierre Gié produit le 7 février 2019, a ainsi demandé une indemnisation d'un montant de 6.337.029 € ainsi que la restitution des sommes déjà versées dans le cadre du contrat initial (soit 1.183.562 € payé en exécution de l'ordonnance de référé du 8 septembre 2017 et 1.380.748 € versé en règlement de factures dans le cadre du contrat résolu).

L'assureur de responsabilité d'Entrepose Drilling, HDI Global SE, a contesté les conclusions de FDE via notamment un rapport d'expertise du cabinet Erget. En décembre 2019, FDE a assigné en intervention forcée Entrepose Group, la société mère d'Arverne Drilling, pour obtenir sa garantie de son ancienne filiale.

Le Tribunal de commerce de Paris a rendu sa décision le 1^{er} octobre 2021 a partiellement fait droit aux demandes d'Arverne Drilling (qui réclamait 2.067.104 € hors taxes) et condamne FDE à payer 865.000 € (plus intérêts au taux légal depuis mai 2018).

FDE a fait appel de ce jugement devant la Cour d'appel de Paris. L'affaire a été plaidée le 25 mai 2023 et la Cour d'appel de Paris a condamné FDE de payer la somme de 263.184 € à Arverne Drilling.

FDE a réglé cette somme à Arverne Drilling et FDE a régularisé un pourvoi en cassation le 22 novembre 2023. L'avocat aux Conseils de FDE a déposé le 22 mars 2024 un mémoire ampliatif au soutien de la demande de cassation de FDE. La procédure se poursuit et FDE est en attente des écritures des conseils d'Arverne Drilling.

(ii) Litige NaTran (ex-GRTgaz)

Gazonor, filiale de FDE, subit depuis mi-2019 des restrictions significatives à ses injections de gaz de mine sur le réseau de transport du gaz de GRTgaz. En dépit d'échanges sur ces difficultés avec GRTgaz et d'un courrier de mise en demeure en date du 16 septembre 2019, ces limitations d'injection ont perduré.

Gazonor a lancé deux procédures en parallèle :

1. Gazonor a engagé une procédure de règlement de différends devant le CoRDIs contre la société GRTgaz par une saisine en date du 15 mars 2021. Gazonor considère que le comportement de GRTgaz consistant à restreindre les injections de gaz de mine sur le réseau de transport de gaz constitue une entrave caractérisée à son droit d'accéder effectivement à ce réseau de transport tel que prévu par la loi.

Le CoRDIs a rendu une décision en date du 4 novembre 2021 rejetant la demande de Gazonor de garantir l'ouverture permanente du mélangeur de gaz de mine tout en faisant partiellement droit à la demande d'information de Gazonor en imposant à GRTgaz de fournir des estimations sur les volumes injectables mensuels de gaz de mine sur le réseau.

Gazonor a formé un recours contre cette décision le 8 décembre 2021.

La Cour d'appel de Paris a rendu son arrêt le 26 octobre 2023, et a fait droit partiellement aux

demandes de Gazonor en enjoignant à GRTgaz de proposer un avenant au contrat d'injection, dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt.

Après plusieurs échanges, la première version transmise par GRTgaz n'étant pas confirmé au dispositif de l'arrêt, l'avenant a été signé par Gazonor le 7 décembre 2023 et par GRT Gaz le 11 décembre 2023.

GRTgaz et le Président du CoRDIs ont formé un pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 26 octobre 2023, qui est actuellement pendant devant la Cour de cassation. La décision de la Cour de cassation est usuellement rendue dans un délai de 18-24 mois.

2. Gazonor a également assigné GRTgaz devant le Tribunal de commerce de Nanterre par un acte en date du 22 mars 2021. Gazonor considère que le comportement de GRTgaz consistant à restreindre les injections de gaz de mine sur le réseau de transport de gaz et de refuser de transmettre certaines informations qualifie des violations des obligations du contrat d'injection conclu entre les parties.

Le préjudice a été évalué, à la demande GAZONOR, par Monsieur Emmanuel Charrier du cabinet ExCo Paris, s'agissant des gains manqués par GAZONOR sur la période du 6 août 2019 au 31 octobre 2023, à la somme de 7.767.000 euros, s'agissant des coûts subis par GAZONOR, à la somme de 404.000 euros, et s'agissant de l'atteinte à la réputation de GAZONOR, à une somme comprise entre 50.000 et 100.000 euros.

Gazonor demande en conséquence au Tribunal de condamner GRTgaz à payer une somme totale de 8.221.000 €, à parfaire, afin de réparer le préjudice subi par Gazonor ainsi qu'une somme de 250.000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Une audience a été tenue le 5 mars 2025. GRTgaz doit répondre aux dernières conclusions régularisées par Gazonor lors de la prochaine audience fixée le mercredi 2 avril prochain.

(iii) Litige XÉRYS

Suite à l'acquisition de Cryo Pur le 31 décembre 2021 auprès des fonds d'investissement Xérys, FDE a soulevé différentes difficultés et anomalies de gestion de Xérys, refusant en conséquence de payer le prix d'acquisition de 2.000.000 €.

Le 11 février 2022, Xérys a assigné FDE pour paiement du prix et le 28 février 2022, FDE a assigné au fond Xérys en annulation de la vente / indemnisation pour dol.

Par une ordonnance de référé rendue le 15 avril 2020, Tribunal de Commerce de Paris a fait droit à la demande de Xérys. FDE a exécuté cette décision et réglé le prix de vente du aux entités de Xérys en avril 2022.

La procédure au fond engagée par FDE contre Xérys devant le Tribunal de commerce de Paris s'est poursuivie. L'affaire a été plaidée devant le Tribunal de commerce de Paris en novembre 2023 et une décision a été rendue le 12 janvier 2024, déboutant FDE.

FDE a fait appel de ce jugement, la procédure d'appel est en cours. Les parties ont échangé des écritures et à ce jour aucune date d'audience n'a été fixée.

Par ailleurs, après l'acquisition de Cryo Pur, la Direction a identifié différents travaux des cabinets de consulting BCG et Roland Berger commandités par Xérys visiblement pour préparer la cession de ses actions mais réglés par Cryo Pur.

Cryo Pur a donc engagé devant le Tribunal de commerce de Paris une action en faute de gestion contre Xérys, dans sa qualité de dirigeant de fait de Cryo Pur, aux fins de rembourser à Cryo Pur les sommes injustement mises à sa charge, soit 813.196 euros.

L'affaire a été plaidée devant le Tribunal de commerce de Paris en juin 2023 et une décision a été rendue le 9 septembre 2023, déboutant Cryo Pur.

Cryo Pur a fait appel de ce jugement, la procédure d'appel est en cours et une audience devant la Cour d'appel de Paris a été fixée au 23 juin 2025.

4.8. Information sectorielle

L'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés du Groupe est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. Sur cette base, l'activité du Groupe est regroupée en quatre secteurs opérationnels et qui se caractérisent par un modèle différent en termes d'exploitation et de valorisation du gaz. Les secteurs opérationnels sont ainsi les suivants au 31 décembre 2024 :

- Exploitation et valorisation du gaz de mine (Pas-de-Calais - Hauts de France / Anderlues -Wallonie) : captage de gaz présent dans les mines et valorisation sous forme de gaz, d'électricité ou de chaleur ;
- Exploitation solaire (Moselle-Grand Est, Norvège, Bosnie) : valorisation sous forme de chaleur et d'électricité ;
- Exploitation et valorisation du gaz de charbon et hydrogène (Moselle-Grand Est) : prospection, certification de réserves de gaz de charbon et récupération de ce gaz pour une valorisation en gaz et/ou hydrogène en circuits courts ;
- Autres secteurs : inclut Cryo Pur dont l'activité est de développer et opérer des unités d'épuration et de liquéfaction du biogaz afin de produire du GNR et du Bio-CO₂ et l'activité hydrogène de Greenstat.

Les tableaux suivants présentent, par secteur, les informations sur le chiffre d'affaires et

les informations relatives aux principaux actifs d'exploration et concessions de production détenus par le Groupe au 31 décembre 2024 et au 30 juin 2024. Les indicateurs de résultat opérationnel et d'EBITDA ne font pas l'objet d'une analyse sectorielle par la Direction Générale du Groupe.

Au 31 décembre 2024	Gaz de charbon	Gaz de mines	Solaire	Autres secteur	Total Consolidé
	€	€	€	€	€
Chiffre d'affaires		10 013 652	358 681	1 825 119	12 197 452
Écart d'acquisition		47 848		8 889 395	8 937 243
Droits miniers		23 668 162			23 668 162
Actifs corporels et incorporels, hors remise en état	38 710 471	28 388 124	10 839 584	18 780 183	96 718 362
Flux d'investissement	1 023 967	2 638 753	39 395	6 456 295	10 158 410

Au 30 juin 2024	Gaz de charbon	Gaz de mines	Solaire	Autres secteur	Total Consolidé
	€	€	€	€	€
Chiffre d'affaires		28 086 101	840 265	2 519 700	31 446 065
Écart d'acquisition		47 848		9 657 123	9 704 971
Droits miniers		23 752 231			23 752 231
Actifs corporels et incorporels, hors remise en état	37 947 109	26 732 069	11 128 857	12 344 280	88 152 316
Flux d'investissement	1 381 005	5 223 948	242 599	2 364 272	9 211 823

Par zone géographique au 31 décembre 2024, le secteur hors France concerne l'activité d'exploitation, valorisation du gaz de mine en Belgique, les activités Cryo Pur et Greenstat en Norvège. Cette zone présente un chiffre d'affaires sur ce semestre de 1,8 M€ et des investissements corporels et incorporels de 7,9 M€.

4.9. Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées - 31 décembre 2024	Pays	% contrôle	% intérêt
La Française de l'Energie S.A.	<i>France</i>	Société mère	Société mère
EG Lorraine S.A.S.	<i>France</i>	100,00%	100,00%
EG NPC S.A.S.	<i>France</i>	100,00%	100,00%
LFDE International S.A.R.L.	<i>Luxembourg</i>	100,00%	100,00%
Gazonor Holding S.A.S.	<i>France</i>	100,00%	100,00%
Gazonor S.A.S.	<i>France</i>	100,00%	100,00%
Gazonor Benelux S.A.	<i>Belgique</i>	100,00%	100,00%
Greenhill S.A.	<i>Belgique</i>	100,00%	100,00%
Concorde Energy Inc.	<i>Etats-Unis</i>	100,00%	100,00%
Concorde Energie Paris S.A.R.L.	<i>France</i>	100,00%	100,00%
Gazonor Béthune S.A.S	<i>France</i>	100,00%	100,00%
Cellcius S.A.S	<i>France</i>	51,00%	51,00%
FalkenSun S.A.S	<i>France</i>	75,00%	75,00%
Cryo Pur S.A.S	<i>France</i>	96,10%	96,10%
Cryo Pur Norge A.S.	<i>Norvège</i>	100,00%	96,10%
Biogy Solutions A.S.	<i>Norvège</i>	100,00%	96,10%
Askjenergy A.S.	<i>Norvège</i>	100,00%	96,10%
Greenstat ASA	<i>Norvège</i>	55,90%	56,30%
Drin Energija	<i>Bosnie</i>	49,50%	27,87%
Halsa Biogass AS	<i>Norvège</i>	70,00%	67,27%

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

La Française De l'Energie

Société anonyme

RCS : SARREGUEMINES 501 152 193

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestriellePériode du 1^{er} juillet 2024 au 31 décembre 2024

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société La Française De l'Energie, relatifs à la période du 1^{er} juillet 2024 au 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Strasbourg, le 31 mars 2025

A blue ink signature, appearing to be 'LF', written in a cursive style.

Laurence Fournier
Associée

BDO Paris

Paris, le 31 mars 2025

A blue ink signature, appearing to be 'SH', written in a cursive style.

Sébastien Haas
Associé

DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Pontpierre, le 31 mars 2025,



Antoine FORCINAL
Directeur Général



FDE

Local energy,
positive impact



Société anonyme au capital social de 5.280.010 euros
Siège social: Avenue du District, 57380 Pontpierre
501 152 193 RCS Metz